

LES ÉTUDES DU CRIF

NUMÉRO 14



LES DÉTOURS DU RAPPROCHEMENT JUDÉO-ARABE ET JUDÉO-MUSULMAN À TRAVERS LE MONDE

**Des lueurs d'espoir à l'ombre du conflit
israélo-palestinien**

Panorama des initiatives et réflexions pour le futur

Par Dov Maimon, Franck Bonneveau et Dina Lablou

Crif

→ **DANS LA MÊME COLLECTION...**

Pierre-André Taguieff

« Néo-pacifisme, nouvelle judéophobie
et mythe du complot »

N°1 > Juillet 2003 • 36 pages

Marc Knobel

« La capipo : une association
pro-palestinienne très engagée ? »

N° 2 > Septembre 2003 • 36 pages

Père Patrick Desbois et Levana Frenk

« Opération 1005. Des techniques et
des hommes au service de l'effacement
des traces de la Shoah »

N° 3 > Décembre 2003 • 44 pages

Joël Kotek

« La Belgique et ses juifs : de l'antijudaïsme
comme code culturel à l'antisionisme comme
religion civique. »

N° 4 > Juin 2004 • 44 pages

Jean-Yves Camus

« Le Front national : état des forces
en perspective. »

N° 5 > Novembre 2004 • 36 pages

Georges Bensoussan

« Sionismes : Passions d'Europe »

N° 6 > Décembre 2004 • 40 pages

Monseigneur Jean-Marie Lustiger

Monseigneur Jean-Pierre Ricard

Monseigneur Philippe Barbarin

« L'Église et l'antisémitisme »

N° 7 > Décembre 2004 • 24 pages

Ilan Greilsammer

« Les négociations de paix
israélo-palestiniennes : de Camp David
au retrait de Gaza »

N° 8 > Mai 2005 • 44 pages

Didier Lapeyronnie

« La demande d'antisémitisme :
antisémitisme, racisme et exclusion sociale »

N° 9 > Septembre 2005 • 44 pages

Gilles Bernheim

« Des mots sur l'innommable...
Réflexions sur la Shoah »

N°10 > Mars 2006 • 36 pages

André Grjebine et Florence Taubmann

« Les fondements religieux et symboliques
de l'antisémitisme »

N°11 > Juin 2006 • 32 pages

Iannis Roder

« L'école, témoin de toutes les fractures »

N°12 > Novembre 2006 • 44 pages

Laurent Duguet

« La haine raciste et antisémite tisse sa toile
en toute quiétude sur le Net »

N°13 > Novembre 2007 • 32 pages



Les détours du rapprochement judéo-arabe
et judéo-musulman à travers le monde

DES LUEURS D'ESPOIR À L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Panorama des initiatives et réflexions pour le futur

PAR

DOV MAIMON (Israël) • DINA LAHLOU (Jordanie)
et FRANCK BONNEVEAU (France)

Crif

© Copyright 2008 • CRIF

Les propos tenus dans *Les Etudes du Crif* n'engagent pas
la responsabilité du CRIF.

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN



Dov Maimon

Maître de conférence à l'Université hébraïque de Jérusalem, Dov Maimon a co-fondé plusieurs organisations actives dans le dialogue judéo-musulman au Proche-Orient, dont Interfaith Encounter Association et Yesodot - Religion and Democracy. Sa thèse, soutenue en 2005 à la Sorbonne et consacrée aux confluences entre mystique juive et mystique musulmane dans l'Égypte du XIII^{ème} siècle, a été gratifiée du prix du Chancelier des universités, qui récompense le meilleur doctorat français de l'année. Directeur de recherche au Jewish People Policy Planning Institute (JPPPI), où il travaille à un projet de coordination des actions des communautés juives mondiales en vue d'un rapprochement avec l'islam, il a dirigé l'édition française du rapport d'analyse stratégique du JPPPI intitulé : « Le peuple juif en 2006 : entre renaissance et déclin ».

Franck Bonneveau

Essayiste politique et consultant international spécialiste du développement, Franck Bonneveau réside à Jérusalem depuis 2005 et facilite la mise en place, pour des organisations non gouvernementales, de projets économiques israélo-palestiniens. Profondément impliqué dans l'inter-religieux et l'inter-culturel, il a été le coordinateur au Moyen-Orient du Second Congrès mondial des imams et rabbins pour la paix de mars 2006, organisé par la fondation Hommes de Paroles. Il a co-écrit plusieurs ouvrages d'entretiens dont Désaccords de Paix (Edimontagne, 2001) sur le conflit israélo-palestinien (avec des interviews d'Elie Barnavi, Elias Sanbar, Tom Segev, Sheikh Ekrima Sabri, André Chouraqui, Eyad Sarraj, le grand rabbin René-Samuel Sirat, Mohammed Arkoun, Miguel Angel Moratinos...) et Le Divan de Marianne (PUF, 2002) sur les valeurs républicaines françaises (François Hollande, Jean-Pierre Raffarin, Michèle Alliot-Marie, François Bayrou, Philippe Douste-Blazy, Laurent Fabius...).

Dina Lablou

De nationalité marocaine et jordanienne, diplômée de Boston University en relations internationales, chercheur et coordinatrice du Amman Center for Peace and Development (ACPD), Dina Lablou a travaillé sur la théorie du savoir et les relations entre l'Occident et les pays penchants vers le fondamentalisme islamique. Maître de conférence dans différentes universités américaines en histoire et en sociologie, elle conseille des équipes informatiques qui développent, pour les ministères de l'Éducation de différents pays du Moyen-Orient, des logiciels multilingues d'éducation à la pensée complexe et à la tolérance interculturelle. Représentante de la confrérie soufie Naqchabandiya en Jordanie, elle est membre du bureau exécutif régional de l'association interreligieuse internationale United Religion Initiative (URI) et publie des articles sur les relations entre tradition musulmane et modernité.

PRÉFACE

Ce numéro 14 des *Études du Crif* sur les détours du rapprochement judéo-arabe et judéo-musulman à travers le monde est un long panorama. Ce texte est trop engagé ? Oui. Il ne dit rien de l'extrémisme, de l'intégrisme, du terrorisme et de l'antisémitisme ? Certes. De plus, il évite de trop s'interroger sur l'efficacité réelle de ce qui est présenté ici. Malgré tout, ce nouveau numéro des *Études du Crif* a le mérite d'exister, malgré de nombreux passages subjectifs.

Les auteurs de ce texte veulent volontairement taire tout ce qui nous oppose, toutes les récriminations réciproques de l'une ou l'autre partie, pour mettre l'accent sur tout ce qui nous unit, pour permettre à nos enfants d'envisager un avenir plus serein, plus radieux et d'apprendre dès le plus jeune âge la tolérance et le respect de l'autre.

Ne doit-on pas tendre la main ? Ne faut-il pas tenter de réduire les tensions ? Ne convient-il pas de rejeter fermement les stéréotypes ? Ne doit-on pas lutter contre les préjugés ? Les Arabes et les Israéliens doivent-ils passer leur temps à s'ignorer ? À se regarder en chiens de faïence ? Ou à s'entretuer ?

Parce que nous pensons que le flot d'incompréhension doit cesser...

Parce qu'il importe de mesurer ce que Juifs et musulmans peuvent faire ensemble...

Parce qu'un jour, les armes devront se taire...

Parce que le heurt des ignorances est insupportable...

Parce que nous refusons le choc des civilisations ou des religions...

Parce que le monothéisme se conjugue à trois voix...

Parce que nous sommes les enfants d'Abraham...

Nous devons nous parler.

Nous devons nous rencontrer. Nous devons réapprendre à nous connaître. Nous devons croire que l'Homme n'est pas voué à ignorer son prochain, mais à penser au devenir de l'Humanité.

Nous devons tout faire pour conforter ce choix : le choix du dialogue.

Marc Knobel
Directeur de la publication
des Études du Crif

Albert Cohen
Président de la Commission du Crif
des Relations avec les Musulmans

INTRODUCTION

Le rapprochement judéo-musulman et judéo-arabe connaît un essor constant en dépit d'une conjoncture toujours plus défavorable. Pour faciliter la lecture de ces efforts de compréhension mutuelle, il convient de les classer d'une part par type de population participante, et d'autre part par domaine d'intervention. De l'interreligieux à la coopération technique et économique, de l'art à l'éducation à la coexistence, nous tentons ici d'analyser les différents courants, tendances et méthodes utilisés en les illustrant par des projets phares ou représentatifs. Si cette radioscopie permet d'établir un état des lieux général des initiatives et des courants de pensée et d'action aujourd'hui, elle s'efforce par ailleurs de mettre en exergue les facteurs de réussite et de relater sans ambages les défis, les critères rédhibitoires et les impasses.

Rares sont les conflits où la solution juste et définitive est aussi clairement perçue que dans le conflit israélo-palestinien, véritable supplice de Tantale où la paix est en vue mais semble inatteignable. Les spécialistes s'accordent à dire que le blocage psychologique et l'incompréhension culturelle entre les populations font office de barrage à la solution politique incontournable du « deux États pour deux peuples ». C'est à cette méfiance, à ce manque de communication et à ce manque de solution négociée que viennent pallier les projets ici exposés.

Écrite par des observateurs impliqués sur le terrain, cette étude présente aussi les doutes et les espoirs de tous ceux qui œuvrent, le plus souvent dans l'anonymat, à ce travail de Sisyphe des temps modernes dont chaque explosion de violence remet en question la validité et la pérennité.

Le Proche-Orient reste le théâtre d'actes d'une violence endémique entraînant un cercle vicieux toujours plus tourbillonnant avec les réactions caténaïres, œil pour œil, dent pour dent, desquelles nous devenons malheureusement familiers.

D'aucuns y voient déjà les prodromes de crises larvées au sein de l'Occident. Islamophobie, antisémitisme, notre monde est secoué par des démons qui nous divisent. Avons-nous affaire au choc des civilisations décrites par les vaticinations de Samuel Huntington, ou s'agit-il du choc des ignorances évoqué par la commissaire européenne chargée des relations extérieures, Benita Ferrero-Walder ? Quels sont les efforts entrepris pour réduire le fossé croissant dénoncé quotidiennement de toutes parts ? Quels sont les champs investis ? Avec quels résultats ?

L'Europe traverse une période d'appréhension devant l'application de ses valeurs laïques, la cohésion de sa diversité. Ces problématiques, plus ou moins nouvelles, semblent susciter des réponses absconses.

Comment faire coexister dans un même lieu géographique des populations ne partageant pas les mêmes visions du monde et ayant une perspective de société presque antagoniste, comment étouffer les extrémismes, comment favoriser l'intégration sans contraindre à l'uniformisation ? Le réflexe de peur pousse les hommes et les nations à se protéger, parfois à se recroqueviller ou même à être hostiles. L'érection de murs (physiques ou mentaux) vus comme légitimes et nécessaires par les uns ou contreproductifs et aliénants par les autres empêchent la rencontre. Quelle forme doit alors revêtir le rapprochement pour s'adapter à la réalité complexe de notre monde ? Au sein des tensions communautaires dont nous sommes témoins au Proche-Orient comme en Europe, l'antienne du conflit israélo-palestinien est inéluctablement invoquée. Il ne faut pas tant y voir la source des dissensions, mais bien une catalyse de l'opposition des forces en présence.

Alors quel est l'état des lieux aujourd'hui du rapprochement entre Arabes et Juifs ou entre Juifs et musulmans ? Existe-t-il seulement ? Qui en sont les acteurs ? Y'a-t-il quelque viatique qui n'ait pas été essayé ? Au-delà des philippiques qui exhortent à combattre l'« ennemi » et les appels à la modération, se trouve-t-il des acteurs par-delà les mots ?

Au pays des prophètes, gardons-nous de prédire l'avenir et attardons-nous à ne pas avoir une lecture trop cursive du présent. Tâchons déjà de lire les cartes abattues sur la table du dialogue et de la coopération, avec des protagonistes qui parviennent à rester sourds à la fanfare des danses macabres et qui, bien souvent, opèrent à l'ombre des projecteurs. Mais rapprochement ne veut pas nécessairement dire entente ou consensus...

Ainsi nous investiguerons les aspérités, les sinuosités du chemin du rapprochement et ses réalisations à travers des exemples concrets d'initiatives dans l'interreligieux, la coopération technique et économique, le politique, le symbolique, l'éducation et l'art. Ce panorama d'expériences de terrain tentera de nourrir la réflexion, d'identifier les leçons apprises, de dégager les valeurs principes et méthodologies qui en résultent. Ces chantiers d'exploration sont une invitation à tous les hommes de bonne volonté à cheminer ensemble pour trouver des réponses concrètes, constructives et créatives. Puis à suggérer des mécanismes efficaces qui permettront de mettre ces solutions en place et surtout en action.

Des confrontations peuvent naître des étincelles, de certains silex jailliront des feux incontrôlables qui ne feront que brûler et dévaster ; peut-être d'autres pourront-ils créer de la lumière et de la chaleur. *Pour des lueurs d'espoir à l'ombre du conflit israélo-palestinien.*

1. RAPPROCHEMENT INTERRELIGIEUX

Ce chapitre nécessite un éclairage tout particulier parce qu'il apparaît pour certains comme le volet le plus inextricable. Dans cet univers conflictuel où les discours d'inspiration religieuse galvanisent les passions, où la religion devient un refuge privilégié pour de nombreux laissés-pour-compte de la globalisation et où la religion phagocyte l'espace politique, travailler avec les dirigeants religieux n'est plus une option mais devient un impératif.

Généralement par ignorance des mentalités, des cultures et des façons de faire dans ce type d'environnement, les politiques ont, par le passé, souvent dédaigné les leaders religieux et ces derniers, en retour, se sont déresponsabilisés de ce que leurs ouailles faisaient au nom de la foi. Dans cette perspective réductrice, qui fait parfois fonction de prophétie autoréalisatrice sans être pour autant dénuée de fondement empirique, le monde pourrait être divisé en deux camps, d'un côté les obscurantistes irrationnels, passésistes et primitifs, et de l'autre les modernes, modérés et occidentalisés. En conséquence, il fallait combattre la religion ou en tout cas la « privatiser », c'est-à-dire limiter l'influence religieuse à l'espace privé et laïciser tant que faire se peut l'espace public. Il était à la fois plus facile de recruter des personnes prêtes à dialoguer parmi les laïques et plus aisé de les faire s'accorder sur la base d'un certain relativisme moral et d'une rationalité de type occidental (notamment selon des principes d'équité et de justice distributive) que de travailler avec des religieux réticents à remettre en cause l'exclusivité de leur foi et leur compréhension du monde.

Quelle que soit notre position personnelle par rapport à la croyance, et malgré la difficulté singulière de ce travail qui demande sans aucun doute une intelligence particulière, écarter les populations religieuses de plus en plus nombreuses revient à perdre l'occasion de travailler avec les personnes qui sont souvent les plus opposées au règlement pacifique des conflits et constituent le noyau dur des opposants potentiels politiques, voire violents, aux accords de paix. Ne pas impliquer les leaders religieux, c'est perdre l'occasion de les rallier aux processus de dialogue et à un face-à-face interpersonnel qui « dérange » les préjugés courants et qui ne se produit pas dans la vie ordinaire. Ne pas les convier, c'est aussi remettre en cause leur représentativité politique et, en conséquence, souvent les encourager à jouer un rôle d'opposition aux processus de pacification des tensions. Cheikh Khaled Abu-Ras, imam de Eilat en Galilée et animateur d'un groupe de réflexion d'imams de la région, fait écho à cette règle lorsqu'il confie : « Dans les sociétés traditionnelles, les changements se font de l'intérieur avec les institutions existantes. Quant aux chefs religieux, s'ils ne sont pas avec toi, attends-toi à ce qu'ils soient contre toi ».

Les rencontres institutionnelles

On peut diviser les initiatives interreligieuses en deux grandes catégories. D'une part, les rencontres « de haut niveau » très médiatisées et, d'autre part, les groupes de dialogue entre simples croyants ou entre responsables religieux locaux ; lesquels se poursuivent, loin des projecteurs, parfois pendant des années.

Ces activités connaissent un grand dynamisme tant sur le devant de la scène qu'en coulisses. Qu'il s'agisse de grands colloques avec d'éminents chefs religieux ou de petits groupes de travail, les efforts sont constants. Notons que ce rapprochement interreligieux implique souvent la participation d'autres confessions en dehors des religions musulmane et juive. De fait, comme dans d'autres conflits, où les parties prenantes risquent de camper sur des positions arrêtées, la présence d'une tierce partie a un effet extrêmement positif de médiation et de conciliation.

Les rencontres interreligieuses du premier type sont le plus souvent internationales, regroupent des leaders religieux représentatifs officiels et sont parrainées par d'illustres personnalités morales, politiques et religieuses. Certes, elles ne sont d'ordinaire pas l'occasion de transformation personnelle, mais elles remplissent une fonction essentielle : montrer aux médias et aux masses de fidèles que la coexistence est possible et que religion ne rime pas forcément avec violence, exclusivité théologique et refus de l'autre. Par ailleurs, dans l'univers très hiérarchisé des socialités traditionnelles, le discours public des plus hautes autorités religieuses en faveur du dialogue rend celui-ci légitime et souhaitable. Ainsi, si jusque fin 2001, les associations pour le dialogue qui courtoisaient les rabbins et les cheikhs accusaient des refus polis, ce n'est qu'à la suite de la rencontre très officielle du grand rabbin d'Israël Bakshi-Doron et du cheikh Tantawi de l'université d'Al Azhar à Alexandrie en janvier 2002 que les réticences se sont estompées et que les premiers groupes de travail entre rabbins et imams ont pu se mettre en place au Proche-Orient. Dans le souffle du sommet d'Alexandrie, d'autres grands colloques ont eu lieu, comme le Premier Congrès mondial des imams et rabbins pour la paix (rassemblant plus de 200 dignitaires religieux juifs et musulmans) à Bruxelles en janvier 2005, lui-même suivi du Second Congrès mondial des imams et rabbins pour la paix - rassemblant plus de 200 dirigeants religieux et 150 observateurs - qui fut organisé en coopération avec les autorités espagnoles et marocaines à Séville en mars 2006, ou encore la Conférence du Kazakhstan en septembre 2006.

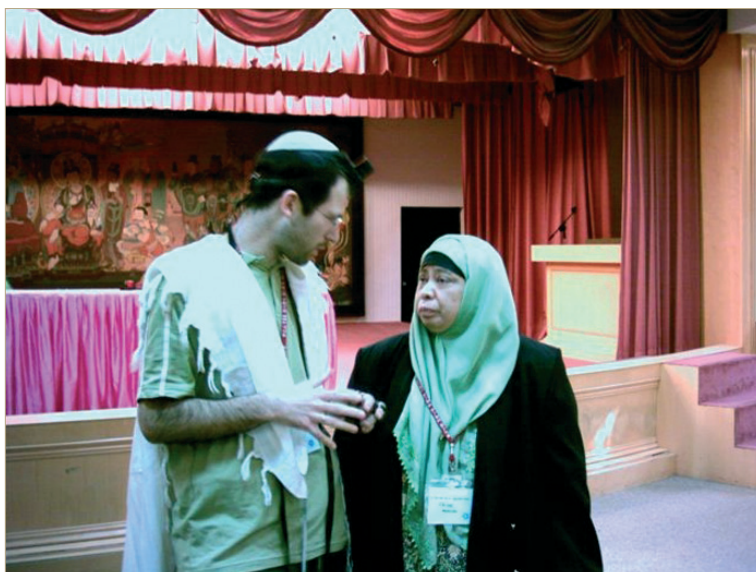
Lors de ces rencontres officielles, chacune des parties en présence - et cela est particulièrement vrai pour les dirigeants religieux des pays occidentaux - cherche à paraître en accord avec les valeurs humanistes de tolérance et de pluralisme religieux. Ces rassemblements sont davantage considérés comme ce que les Américains nomment *photo opportunity* que comme une véritable écoute de l'autre. Même si les discours sont souvent consensuels et ressemblent plus à deux monologues qu'à de véritables dialogues, les liens personnels qui se tissent au plus haut niveau à ces occasions sont extrêmement significatifs et nécessaires. À titre d'exemple, les liens établis lors du sommet d'Alexandrie entre chefs religieux israéliens et palestiniens ont eu un rôle déterminant dans la résolution négociée de l'occupation palestinienne de la basilique de la Nativité à Bethléem, le 10 mai 2002. Les Israéliens et les Palestiniens ont d'ailleurs très officiellement remercié l'archevêque de Canterbury, le Dr George Carey, et son envoyé au Moyen-Orient, Canon Andrew White, pour leur intervention. Sans apparaître sur le devant de la scène, le Dr Carey avait en effet été l'instigateur principal du sommet d'Alexandrie, des rencontres de suivi à Jérusalem, Londres et Rome, et celui qui, par son travail de médiation et de facilitation entre les dirigeants religieux juifs et musulmans, avait permis in fine que ce drame de 38 jours ne se finisse pas dans un bain de sang.

Les grandes institutions ne sont pas en reste : la Commission européenne n'a-t-elle pas invité le 30 mai 2006 de hauts dignitaires religieux à Bruxelles pour réfléchir sur le thème : « Droits fondamentaux et respect mutuel » ?

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

L'Unesco tient une chaire intitulée « Réseau réciproque de connaissance des religions du Livre, des traditions spirituelles et des cultures spécifiques ». « L'Atelier culturel Europe-Méditerranée-Golfe », inauguré le 13 septembre 2006 par Jacques Chirac, Suzanne

© www.interfaith-encounter.org



Dotan et Fatima :
Rencontre
interreligieuse
à Jakarta
(Indonésie)

Moubarak, le prince Moulay Rachid du Maroc, le prince Ghazi bin Muhammad Bin Talal de Jordanie et le grand rabbin René Samuel Sirat a rassemblé plus de 250 intellectuels et acteurs de la société civile pour penser un dialogue et une alliance des civilisations. Autour du thème « Fait religieux », penseurs athées mais aussi ecclésiastiques chrétiens, cheikhs et rabbins, notamment israéliens, ont uni leurs efforts pour penser des initiatives aptes à faire de la religion une force de réconciliation. Cet atelier s'est poursuivi à Séville en juin 2007, puis à

Alexandrie en janvier 2008. Dans le souffle de la politique de Nicolas Sarkozy en vue de la formation d'une « Union de la Méditerranée », les participants ont élaboré des propositions concrètes de rapprochement culturel. On notera notamment le projet d'établir un conseil permanent de dirigeants religieux chrétiens, juifs et musulmans qui servira de pôle de référence pour les dirigeants politiques européens et méditerranéens sur la place de la religion dans la cité, et celui d'une université tournante d'été qui rassemblera, dans différentes villes de la méditerranée tour à tour, des étudiants en sciences sociales et de futurs prêtres, imams et rabbins pour les initier aux diverses approches de compréhension du fait religieux.

Katherine Marshall, conseillère du président de la Banque mondiale, est particulièrement investie dans le développement de projets concernant la réduction de la pauvreté, la prévention et la résolution des conflits. Consciente des enjeux identitaires et religieux liés à la mondialisation, elle s'implique désormais également dans les relations entre éthique, croyance et développement.

On peut placer dans cette catégorie les multiples conférences scientifiques où des chercheurs musulmans et juifs se rencontrent et tissent des liens sociaux et professionnels autour de thèmes liés au fait religieux. Qu'il s'agisse de religion comparative, d'anthropologie religieuse, d'analyse des confluences entre judaïsme et islam ou entre kabbale et soufisme, les congrès internationaux de ce type, qui en ce temps de retour identitaire et de tentation fondamentaliste se font de plus en plus nombreux, sont autant d'occasions de rapprochement. On peut même considérer que plus généralement, chaque échange universitaire entre chercheurs israéliens et chercheurs des pays arabes, voire dans une moindre mesure entre chercheurs juifs et musulmans, ajoute une pierre supplémentaire à l'édification du vivre ensemble qui reste encore à inventer.

Prenons un exemple parmi bien d'autres. Le Dr Ben Mollov, professeur à l'université religieuse de Bar-Ilan en Israël, a été invité en Malaisie par la fondation Perdana Leadership, que dirige l'ancien Premier ministre Mahathir Mohammed, à participer à une conférence internationale consacrée au thème de la paix. La conférence s'est tenue à Kuala Lumpur, en décembre 2005, et Ben Mollov était le seul participant israélien, juif orthodoxe de surcroît. Il a accepté l'invitation sachant qu'il n'y avait aucune relation diplomatique entre Israël et la Malaisie et que ce pays est majoritairement musulman. Mollov a pu partager sa conviction, corroborée par diverses études qu'il a conduites, que le dialogue peut être plus fructueux entre croyants. Les conclusions de ses travaux montrent que le dialogue culturel religieux semble offrir des possibilités de réussite là où d'autres formes de dialogue ont échoué. D'une part parce qu'il n'y a pas deux religions plus proches dans leur structure et leur pratique que le judaïsme et l'islam, et d'autre part parce que les croyants peuvent se rencontrer de façon différente, à travers la prière bienveillante qui fait fonction, à leurs yeux, de point de contact transcendantal.

Lorsque le grand rabbin David Rosen participe à une conférence sur la religion, la violence et la paix en Indonésie, premier pays musulman par sa population, il est interpellé par l'ancien président du pays. Celui-ci lui demande pourquoi il n'y a pas davantage de rabbins qui tiennent le même type de discours que lui. Les ressentiments que peuvent causer des interprétations exclusivistes et xénophobes des Écritures, parfois transformées par des journalistes peu scrupuleux et diffusées au sein des différentes communautés, peuvent être considérables. La rencontre immédiate et personnelle entre dirigeants religieux oblige nécessairement ces derniers à mesurer le poids de leurs paroles et permet de dissiper les malentendus, la méprise et de combattre l'ignorance.

Il est important que ces échanges soient portés vers un public plus large, ce que rendent possible des programmes tel que *Building Bridges* aux États-Unis, une émission de télévision nationale sur la diversité religieuse, coproduite par l'organisation new-yorkaise du rabbin Bradley Hirschfield, le National Jewish Center for Learning and Leadership. Chaque semaine, le rabbin Hirschfield apparaît avec un prêtre et un imam pour donner ensemble des explications sur des sujets de religion. Cette émission pourrait se voir prochainement retransmise sur Bridges TV, une chaîne du câble musulmane de Buffalo (N.Y.).

Depuis 2001, l'imam Qazwini a parcouru de long en large le Michigan pour visiter plus de deux cents écoles, églises et synagogues afin de condamner le terrorisme et combattre le fanatisme religieux qui se revendique de l'islam.

À Londres, les élèves rabbins du séminaire rabbinique libéral Leo Baeck rencontrent tous les dimanches les élèves imams de la Jama'a Islamia. Les réunions commencent par un tournoi de ping-pong, puis se poursuivent par une étude de textes des deux traditions. Ici, plus que les discussions philosophiques ou théologiques, ce sont surtout les considérations pratiques de la vie religieuse qui intéressent les participants.

Parler en paix - les initiatives de terrain

Ce type d'initiatives *grassroots* se crée et s'entretient sous différents angles et avec différents objectifs. Cinq paradigmes majeurs animent ces rencontres : changer le quotidien, travailler sur les valeurs communes, réfléchir sur les différences, s'accomplir spirituellement et mettre en œuvre ce que les professionnels du *peace business* appellent « la rencontre pour la rencontre ». Quels que soient les thèmes de rencontre et les motivations, l'efficacité du dialogue se mesure à l'aune d'un principe intangible : *chacun doit être profondément et confortablement ancré dans son identité afin de pouvoir laisser une place à l'autre sans sombrer dans le syncrétisme.*

La place des dirigeants de confréries soufies est d'emblée à souligner ici. De par le monde, le soufisme est à la pointe de ce type de rapprochement, car il privilégie un cheminement spiritualiste ouvert à l'idée d'une sagesse universelle et donc partagée avec toutes les autres croyances. À Nazareth, le cheikh Abdelsalam Manasra, dirigeant de la confrérie Kadiri et président de la Conférence des confréries soufies de Terre sainte, a fondé l'association Ansar al-Suna, pour propager au sein des populations musulmanes le message de la fraternité abrahamique, du refus du terrorisme. En Europe, le cheikh Khaled ben Tounes, dirigeant de la confrérie Al'Alaweeya, à laquelle sont affiliés des dizaines de milliers de fidèles, se bat inlassablement pour diffuser le message de la fraternité des peuples et de la coexistence pacifique. Également dirigeant spirituel des scouts musulmans de France, il donne sa caution morale à leurs activités de coopération avec les éclaireurs et éclaireuses israélites de France et encourage leurs initiatives interreligieuses.

Parmi les diverses initiatives, les rassemblements plus modestes, telles que les Réunions abrahamiques, entretiennent entre dignitaires religieux israéliens et palestiniens un champ permanent de dialogue en petit comité de travail et de rencontres. Ces réunions, organisées dans le cadre des activités du réseau Jerusalem Peacemakers, se concentrent sur les actions locales à mener. Leurs rencontres régulières permettent d'élaborer des programmes communs en tenant compte des spécificités de leur communauté respective. C'est aussi un engagement à user de leur influence pour promouvoir des valeurs de respect mutuel. Il est à souligner que les Réunions abrahamiques impliquent aussi quelques femmes.

En Israël, l'ONG Les Rabbins pour les droits de l'Homme entreprennent un travail à partir de l'étude des textes sacrés. Ils facilitent un travail en commun entre Israéliens et Palestiniens. Forts de cette exégèse, ils élaborent un enseignement. Un séminaire de deux ans est en projet. Il impliquerait des chefs religieux musulmans, juifs et chrétiens représentatifs. Le but serait de mener une réflexion sur la position des trois religions dans son rapport à l'Autre et d'identifier les droits humains qui émanent du texte biblique. La réflexion qui se déroulerait durant la première année et la seconde année serait consacrée à la formation des étudiants à partir du cadre préparé par les chefs religieux. Outre leurs nombreuses actions sur le terrain, dont certaines sont sujettes à controverse par les Israéliens et d'autres par les Palestiniens, cette ONG est parvenue à développer une méthodologie et une recherche très documentée pour créer une passerelle entre les Écritures et le concret de la vie quotidienne sur le respect des droits de l'Homme.

© www.jerusalempeacemakers.org



Cheikh Ibrahim du Mont des Oliviers à Jérusalem
et le Rabbini Zion Cohen de la ville israélienne de Sdérot

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Alif Alef UK rassemble des musulmans et des Juifs britanniques qui se mobilisent pour mettre en place des partenariats originaux et innovants en Grande-Bretagne. Pour ce faire, ils répertorient les initiatives positives parmi leurs communautés, entreprennent conjointement des actions de lutte contre le racisme, lancent des campagnes communes dans les universités pour défendre les droits des uns et des autres lorsque ceux-ci sont menacés. À cela s'ajoutent des études à plusieurs voix de textes religieux, des visites de synagogues et de mosquées locales, des petits groupes de discussion, ainsi que des repas chez les membres de l'association.

La Fondation Abraham de New York et Jérusalem organise des visites dans des écoles des différentes communautés par un rabbin et un imam. Ils discutent avec la classe et exposent les valeurs communes qui lient les deux religions. Ce partenariat en action est censé imprégner les enfants d'une image mémorable dans laquelle la coexistence est possible et source d'enrichissement mutuel.

Les multiples groupes Face à Face\Foi à Foi se rencontrent régulièrement sous les auspices de l'ICCI (Conseil de coordination interreligieuse en Israël) pour étudier les différents de la foi et de la vie partagée. En octobre dernier, le groupe des femmes de Jérusalem a organisé une réunion pour réfléchir à la notion de pardon dans les traditions chrétienne, musulmane et juive dans le contexte du Kippour et du Ramadan. La discussion a porté plus spécifiquement sur l'habilité à pardonner tout type d'action - particulièrement en relation avec les victimes des hostilités du côté israélien et palestinien.

Nombre d'organisations ne privilégient pas l'action ponctuelle mais la régularité des rencontres, des échanges, du travail en commun. C'est le cas notamment de l'Interfaith Encounter Association, qui anime 26 groupes de dialogue interreligieux. Certains de ces groupes fonctionnent de façon positive dans des villages arabes de Galilée. La raison en est que les méthodologies de dialogue ethno-religieux développées entre juifs et musulmans servent ici à gérer avec un certain succès les conflits intercommunautaires entre chrétiens, druzes et musulmans. Si certains groupes rassemblent exclusivement des femmes, d'autres sont composés d'étudiants ou d'érudits qui se rencontrent pour étudier ensemble les textes révélés des différentes traditions. La plupart des groupes communiquent en hébreu, d'autres préfèrent l'anglais et, récemment, un premier groupe s'est créé en arabe. Plusieurs centaines de personnes participent aux activités de cette association tous les mois et les comptes-rendus de ces activités sont diffusés sur Internet à des milliers d'abonnés.

Depuis plus de quatre ans, un groupe de rabbins et d'imams de villes moyennes d'Israël se rencontre et étudie ensemble grâce à Kedem. Outre les rencontres mensuelles, ils organisent en été des séminaires intensifs dans différents lieux historiques de rencontres inter-civilisationnelles, telles l'Andalousie, l'Irlande ou la Bosnie. Sur le même modèle, un cycle de travail a récemment été établi avec deux groupes de directeurs d'écoles religieuses. Les rencontres avec les populations déchirées par d'autres conflits interethniques et interreligieux se multiplient, car on constate qu'elles ont un effet bénéfique indéniable.

Par-delà le dépaysement et la rupture avec l'environnement naturel nourri des cicatrices du passé, ces voyages - qui servent aussi parfois à élargir le cercle des participants en y intégrant des personnes réticentes au dialogue, mais séduites par le « tourisme » qui y est associé - facilitent un changement de perspective : elles permettent en effet aux participants des deux régions de relativiser le conflit qui les mine. Il n'est pas rare d'entendre dire lors de ces rencontres : « Votre conflit est trivial ; chez nous, c'est insoluble, mais chez vous les solutions sont pléthore si seulement vous y mettiez chacun un peu de bonne volonté. »

Paroles de femmes

Il importe de souligner le rôle prépondérant en ce domaine des groupes de femmes religieuses. La dynamique qui se développe entre elles transcende le domaine intellectuel pour toucher l'émotionnel, l'éducation et la gestion de la famille. Là où les hommes se contentent de réunions intellectuelles autour du conflit ou de préoccupations sociales, les femmes s'invitent fréquemment les unes les autres pour partager leurs événements joyeux et pour monter des spectacles. Dans les groupes de voisinage en Galilée, tout comme dans la région de Latroun, ce sont des familles entières qui se retrouvent pour la cueillette des olives, le nettoyage d'une rivière ou de réaménagement d'un lieu historique. L'observation du travail de terrain semble indiquer que les femmes sont plus disposées à dialoguer et à écouter l'autre, puisque l'on dénombre dans les différents groupes de dialogue près de deux tiers de femmes.

Les femmes ont en effet un rôle particulier dans le conflit. La maison est un lieu d'acculturation fondamentale où se transmet le rapport à l'autre, à la terre et au peuple. Peut-on pour autant dire que l'identité féminine transcende l'identité ethno-religieuse ? Peut-on envisager sa condition avant sa religion dans cette partie du globe ? Porteuse prioritaire de l'identité et gardienne de la mémoire de deux peuples traumatisés, la question de l'identité religieuse semble indissociable du statut des femmes. Ce sont elles qui seront les mères qui transmettront, pour ne pas oublier. Car c'est bien de la peur de l'oubli qu'il s'agit avant tout et qu'alors la mémoire devient devoir. Les femmes ne veulent surtout pas oublier leurs identités. Pour les femmes israéliennes, la religion juive étant le ciment identitaire de l'État hébreu, sa raison d'être et sa légitimité, la question religieuse ne peut donc être que centrale.

Si, historiquement, la place de la religion a été moins fondamentale dans la question de l'identité politique palestinienne - rappelons à ce titre que le Fatah, lors de sa création, se définissait comme un parti laïque affilié à l'Internationale communiste -, les évolutions du conflit, le repli identitaire et la montée des extrémismes ont conféré à la religion une place de plus en plus importante. L'instrumentalisation de la religion n'a pas tant été cause de divergence que motif d'impossible rapprochement. Bâtir son identité s'est fait dans la douleur. En Israël comme dans les Territoires palestiniens, les mères ont dû lutter pour construire une identité et pour la préserver. Les pionniers ont réappris l'hébreu, l'ont sorti des synagogues pour le faire vivre dans le quotidien. Les Palestiniens ont tenté de s'imposer en défendant leurs traditions. Il a fallu s'affirmer pour faire sienne une terre sans doute chargée d'une histoire plurielle, où l'on a usé et abusé de signes extérieurs de singularité.



Paroles de femmes :
Ibtisam et Ilana à Faradès (Nord de Nathanya)

De ces étendards, la religion a eu la part belle. La solution à cette exacerbation des identités, devenues parfois meurtrières (pour reprendre le terme consacré par l'ouvrage d'Amin Maalouf), n'est pas forcément une laïcité de type occidental - d'ailleurs probablement impossible dans cette région du monde -, mais peut-être le dialogue interreligieux. Comme le disait une militante musulmane pieuse : « Voir la révélation divine qui est censée rapprocher les êtres humains devenir le lieu de la haine tient du scandale théologique. Il faut se souvenir que cette région qu'on appelle la Terre sainte l'est de manière œcuménique. Plus encore, il est impératif de se souvenir de l'humilité enseignée par la Foi. » L'humilité évoquée ici dans un langage lyrique exige une explication pour le lecteur occidental. Face à la tendance des religieux à « mettre Dieu dans leur poche », les partisans de la tolérance religieuse se fondent sur les limites de l'intelligence humaine devant l'intelligence suprême du Créateur pour nier l'aptitude humaine à comprendre dans son entièreté la Révélation. En conséquence, c'est bien l'humilité enseignée par la foi, laquelle rappelle le concept philosophique de « modestie épistémique » popularisé par Karl Popper, qui motive le refus de toute interprétation exclusiviste et ethnocentriste de la Révélation et remet en cause l'exclusivité du droit d'appartenance de la terre et de l'élection.

Les actions étudiantes

Le foisonnement des échanges entre étudiants de confessions différentes semble être un phénomène grandissant et la récente guerre du Liban lui aurait servi d'accélérateur. À Jérusalem, la section étudiante de l'Interfaith Encounter Association a organisé au printemps 2006 une collecte de denrées alimentaires originale.

En binômes, les membres juifs et arabes ont frappé aux portes des quartiers juifs à la veille de *Pessah* pour ramasser les pâtes, farines, biscuits et autres aliments dont la religion juive interdit la consommation durant cette fête. Ils ont ensuite traversé la ville pour aller ensemble distribuer ces aliments aux familles déshéritées des quartiers arabes en expliquant aux uns et aux autres le pourquoi et le comment de leur action. Ils ont été parfois reçus avec enthousiasme, parfois rabroués méchamment. Cette action a été l'occasion pour les participants de diffuser l'idée d'une coexistence pacifique par-delà les cercles restreints de militants.

En Allemagne, à Cologne, la Jewish-Turkish Ülkümen-Sarfati Society encourage activement à nouer de meilleures relations entre les deux communautés. Cette organisation tient son nom de deux figures historiques : Rabbi Yitzhak Sarfati and Selahattin Ülkümen. Le rabbin Yitzhak Sarfati vivait dans la cité ottomane de Edirne au XV^{ème} siècle. Louant la grande tolérance des dirigeants ottomans, il appela les Juifs d'Europe à le rejoindre pour échapper aux persécutions dont ils étaient sujets. Selahattin Ülkümen est un diplomate turc qui, au risque de sa vie, aida 42 Juifs à fuir des camps de concentration durant la Seconde Guerre mondiale - ce qui lui valut d'être reconnu comme Juste parmi les Nations par l'institut Yad Vashem de Jérusalem. Les membres de cette association s'efforcent d'imiter les valeurs de tolérance et d'engagement pour les droits de l'Homme de ces deux personnages. Les membres de *Ülkümen-Sarfati* se consacrent à la lutte contre l'expansion de l'antisémitisme dans le monde musulman. Ils organisent des rencontres entre jeunes juifs et jeunes musulmans afin de combattre les préjugés et l'ignorance qui nourrissent les griefs que ressentent nombre de jeunes musulmans en Europe envers les Juifs et Israël.

Né en France il y a quatre ans, le projet CoExist est issu de l'association de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF) et du réseau des Clubs Convergences qui rassemble de jeunes professionnels issus de l'immigration maghrébine. CoExist est un programme d'action dans les établissements scolaires contre le racisme et l'antisémitisme qui travaille sur les préjugés et les stéréotypes. Il s'appuie sur l'intervention de binômes de médiateurs issus des différentes associations. En 2007, SOS Racisme a rejoint CoExist. Avec près de cent interventions, essentiellement dans les collèges de ZEP, ce projet rencontre un grand succès auprès du monde de l'éducation. Il a reçu le prix des Valeurs de la République en 2007 et bénéficie du soutien de nombreuses institutions publiques.

L'UEJF multiplie les projets de rencontres avec des jeunes de quartiers. Ainsi, le projet Réciprocité vise à partir du principe d'hospitalité pour permettre aux uns et aux autres de passer outre les barrières psychologiques ou socio-économiques en organisant des journées d'accueil réciproque et des visites de lieux de vie, d'étude et d'action militante. De ces rencontres naissent parfois des projets communs : rédactions croisées dans les journaux respectifs des deux organisations, réalisation d'un site Internet promouvant ces rencontres... Enfin, l'UEJF organisera dans les prochains mois un voyage en Algérie. Participeront à ce voyage des militants de l'association et de jeunes leaders associatifs issus de l'immigration maghrébine.

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Après la guerre du Liban de l'été 2006 et les images de violences qui ont envahi les médias, nombre d'étudiants américains des différentes religions étaient soucieux de se retrouver pour « recoller les morceaux » et remettre en marche le dialogue interrompu par la guerre... et les vacances. Au Proche-Orient, les rencontres étudiantes sont liées à des enjeux identitaires, existentiels et politiques de premier ordre. Peut-être sous l'influence du courant New Age californien qui « célèbre la diversité », les rencontres interreligieuses étudiantes prennent souvent aux États-Unis, parfois pour le meilleur, parfois pour le pire, un côté festif et ludique. Ainsi, en 2006, les mois sacrés de Tichri et du Ramadan ont coïncidé en septembre-octobre, ce qui a donné l'occasion dans les campus d'organiser des célébrations communes. Jordan Herskowitz est le président de Tulsa-Hillel à l'université Tulsa dans l'Oklahoma. « Et me voilà, dit-il, un étudiant juif rompant le jeûne du Ramadan pendant Soukkot, sur le sol d'une mosquée avec un étudiant chrétien à mes côtés. » Une cinquantaine de jeunes juifs, chrétiens et musulmans, ont ainsi visité la mosquée du campus, pris leur repas ensemble (hommes et femmes séparés), et marché en groupe à la *soukka* Tulsa-Hillel pour le dessert.

Au jour du Kippour et du Ramadan, près de quatre-vingt-dix étudiants de l'université de Washington emplissaient le bâtiment de leurs discussions. Durant le dîner, les membres de l'Association des étudiants musulmans ont lancé une invitation formelle aux étudiants juifs à participer à leur Jeûnéthon, événement annuel qui permet de lever des fonds pour des organismes caritatifs locaux. Choissant pour leur événement le nom de *Ramashanah*, plus de quarante étudiants musulmans et juifs de New York University ont partagé la nourriture traditionnelle de Rosh Hashanah, les pommes et le miel, ainsi que des dattes, fruit traditionnel de la rupture du jeûne du Ramadan, l'*iftar*. Dans le même temps, les membres du centre étudiant Hillel de Montréal partageaient leurs mets avec les membres de l'Association des étudiants musulmans lors d'un repas baptisé *Succamadan*. Apprendre à connaître la foi de l'autre était la motivation de l'*iftar* interconfessionnel qui s'est tenu à l'Hillel de l'université de Miami. La centaine de convives a découvert sur les tables des cartes d'information pour aider chacun à entamer le dialogue avec son voisin.

Sur d'autres campus, cet esprit interreligieux n'était pas nouveau. L'Association des étudiants juifs et l'Association des étudiants musulmans de l'université John Hopkins organisent des *iftar* en commun depuis des années. En 2005 déjà, la rupture du jeûne de Yom Kippour et du Ramadan a été célébrée par une commensalité partagée à l'université de Harvard. C'est ainsi qu'est né Juifs et Musulmans, un groupe d'étudiants de première année qui se rencontre chaque semaine pour un repas au restaurant du campus. Le programme Construire la paix, Rompre le Jeûne, de l'université Loyola, est un événement répandu à travers tout le campus. Il est organisé sous les auspices de l'Hillel, de l'Association des étudiants musulmans et de l'Association des étudiants hindous.

En Israël, la *sulha* est un rassemblement estival festif qui s'inspire des festivals New Age d'outre-Atlantique.



Rachel, Moshé, Naghiba et Mariam

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Chaque année, dans un village arabe de Galilée ou dans une plaine du Sharon, plusieurs milliers de personnes, dont plus d'un millier d'enfants, de toutes croyances et de toutes confessions se rassemblent pendant plusieurs jours pour partager leur peine, leur rancœur et leur souffrance, pour dire leur refus de la violence et leur désir de paix. Originellement, la *sulha* est un rituel traditionnel arabe de résolution de conflit et de réconciliation. Pour mettre fin à l'inférieure escalade de crimes de sang entre clans ennemis, les anciens de l'une des familles prennent l'initiative de venir avec cadeaux et douceurs visiter les anciens du clan ennemi et demandent officiellement qu'on se pardonne mutuellement et qu'on rétablissent la paix tribale. S'inspirant de cette pratique moyen-orientale, les organisateurs juifs et arabes coordonnent la rencontre entre dirigeants religieux, dans la « tente d'Abraham », pour chanter, prier, étudier, demander pardon et refuser la haine. Les animatrices sont des femmes qui ont perdu dans le conflit des êtres chers et qui refusent la vengeance ; la « tente de Sarah et Agar » rassemble toutes celles qui veulent dire, chanter et danser leur désir de paix. Depuis la scène centrale et dans les autres tentes, des chanteurs et des musiciens jouent et chantent dans toutes les langues le message du pardon mutuel et de la réconciliation. Ces activités sont gratuites, l'organisation est totalement bénévole ; tous ces ateliers et les repas végétariens sont préparés en commun par des volontaires qui travaillent parfois toute l'année pour financer ce happening. Bien entendu, on vient à cette fête en famille et la présence de centaines d'enfants juifs et arabes qui s'amuse ensemble ajoute à l'événement une touche émouvante et colorée d'avant-goût de temps messianique.

Centralité de la dimension locale

Par-delà les conflits politiques intercommunautaires et internationaux, il faut enfin souligner la dimension locale qui est ici d'importance pratique immédiate. Dans de nombreuses villes et banlieues à travers le monde, les rabbins et les imams œuvrent ensemble, à des degrés divers, pour diminuer le ressentiment et les tensions intercommunautaires. Dans un nombre limité de villes d'Europe et d'Amérique, on a pu voir des rabbins et des imams donner des conférences communes dans les écoles pour contrecarrer les préjugés, puis recevoir successivement dans leurs synagogues et mosquées les classes de lycéens. Ailleurs, ils s'invitent mutuellement à parler dans leurs lieux de cultes. À la base de ce type de relations, il y a parfois l'initiative de responsables municipaux qui ont su favoriser telle rencontre, ou celle d'un individu qui a su briser la glace. Souvent, en se concertant sur les problèmes de la cité et en échangeant des vœux lors des fêtes respectives, les dirigeants religieux locaux ont tissé une relation de respect mutuel et de coopération. De Bristol à Bruxelles, de Marseille à Bordeaux, de Ris-Orangis à Lille, et au gré d'autres liens de convivialité entre rabbins et imams, il semblerait que les relations de bon voisinage peuvent prévenir les diatribes de haine dans les lieux de culte et empêcher que les discours radicaux ne soient perçus comme légitimés par les autorités religieuses. Cette responsabilité des dirigeants religieux ne saurait toutefois minimiser celle, beaucoup plus déterminante, des dirigeants politiques locaux. Quand, dans certaines municipalités européennes, on laisse se jouer des spectacles lacrymaux et on montre une image machiavélique du conflit israélo-palestinien - les Israéliens étant démonisés et les Palestiniens angélisés -, on observe régulièrement une recrudescence des tensions et des incidents intercommunautaires.

Rappelons que cette communication et ce respect mutuel s'inscrivent dans une longue tradition de dialogue théologique, philosophique, légal et mystique entre rabbins et dignitaires musulmans qui s'initia à l'époque fondatrice de l'islam, se prolongea pendant tout le Moyen Âge et dont la mémoire s'est conservée en Afrique du Nord jusqu'à nos jours. Malgré l'inégalité, voire la discrimination sociale structurelle entre la majorité musulmane et la minorité juive (caractérisée par le concept dénigrant de *dhimmitude* que les auteurs de cette étude ne cherchent nullement à cautionner), une grande convivialité existait de facto entre les membres des communautés : les dirigeants des communautés juives étaient invités aux dîners de l'*ifrar* et visitaient les notables arabes le jour du *Aïd al-Fitr* et du *Aïd al-Adha* pour leur souhaiter les vœux de *Ramadan moubarak*, *Saba Ramdankoum* ou *Kol am o anta bekhair* (selon la région). Les musulmans venaient également visiter les Juifs à la veille de leurs fêtes et, au Maroc, partageaient avec leurs voisins juifs les festivités gastronomiques et musicales de la Mimouna. Au Maroc notamment, de nombreux Arabes respectaient les hommes pieux d'Israël, visitaient les tombes des rabbins miraculeux, et à Constantine (Algérie), on raconte que les plus religieux d'entre eux venaient à la grande synagogue le jour de *Chavouët* pour écouter le *tafsîr* (fameuse traduction allégorique en arabe) de la lecture rituelle des Dix Commandements. Depuis l'âge d'or de l'Andalousie, les Juifs ont partagé avec les musulmans la même musique andalouse, les mêmes poésies et les mêmes proverbes. Les célébrations de la Mimouna en Israël, la musique andalouse jouée par les Juifs russes avec des Juifs d'origine marocaine sont autant de témoignages d'une mémoire culturelle et de sensibilités communes profondes. Même si les tensions observées entre Juifs et musulmans sont d'abord de nature sociale et politique, il semble que les réseaux de relations personnelles amicales entre dirigeants religieux comme entre simples citoyens peuvent aider à fissurer les stéréotypes, les fantasmes revendicateurs et les préjugés racistes et antisémites qui, non seulement au Proche-Orient mais même dans nos régions, portent en eux des potentialités de crime. Le drame du jeune Ilan Halimi, « assassiné parce qu'en tant que juif, il était supposé être riche » illustre ce type de déviance.

2. GESTES SYMBOLIQUES

Il existe une catégorie quelque peu singulière d'initiatives de rapprochement. Nous pourrions la classer sous le label « action symbolique remarquable ».

Le dénominateur commun de ces actions réside dans la perte d'un être cher, victime du conflit, qui a provoqué un élan d'empathie et de réconciliation. La souffrance, la douleur de la perte ne conduisent pas alors à un sentiment de vengeance, à une volonté de jeter l'anathème ou tout autre forme d'acrimonie envers le « responsable ». Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, il appert que chez certains êtres exceptionnels, cette souffrance jette une passerelle vers l'Autre, une volonté de briser la spirale de haine par une main tendue vers l'agresseur ou une mansuétude sincère qui appelle à coexister au-delà des griefs, aussi profonds soient-ils.

Des initiatives de ce type se sont manifestées de façon sporadique mais régulière tout au long des événements. Il est difficile d'apprécier le réel impact de ces actions qui n'ont engendré à ce jour aucun phénomène de masse ou effet significatif. Nous serions tentés de qualifier ces initiatives de transformation. En effet, le schéma itératif en est simple et puissant. L'offense est transformée en opportunité de réconciliation par l'offensé. La peur est transcendée par une forme de confiance, la rancœur par une détermination indéfectible à construire des ponts plutôt que des murs, les catilinaires tournées en appel à la paix. Il n'y a pas d'attente de réparation, mais une invitation à œuvrer ensemble afin que cela ne se reproduise plus. Par ailleurs, ces actions sont rarement portées au niveau politique et demeurent circonscrites au cercle individuel ou communautaire, généralement en dehors de toute institution établie. La dynamique que nous décrivons ici a été initiée tantôt du côté juif, tantôt du côté arabe. Elle se manifeste soit par une action conjointe, soit par une action dirigée uniquement d'une communauté vers l'autre. Discrète, elle s'articule autour de l'individu concerné au premier chef par l'élément déclencheur ou d'une association qui fédère un groupe de personnes accablées par le même malheur. Même si cette catégorie reste anecdotique du point de vue statistique, sa symbolique spectaculaire en fait une composante de rapprochement et d'inspiration digne d'être soulignée. Marc Gopin démontre d'ailleurs toute l'importance des gestes symboliques dans son ouvrage *Holy War, Holy Peace* (Oxford University Press, 2002). Nous répertorions ici quelques initiatives qui illustrent la catégorie étudiée. Nous excluons délibérément les mouvements qui visent à provoquer une action sur les gouvernements - tel le mouvement des Quatre Mères, qui a incité au retrait de l'armée israélienne du Liban par le Premier ministre Ehoud Barak en 2000 -, pour nous concentrer sur les initiatives qui s'inscrivent dans une démarche de rapprochement des peuples.

En 1994, un an après l'enlèvement et l'assassinat par le Hamas de son fils de 19 ans, Itzhak Frankenthal fonde en réponse à cette tragédie le Cercle des parents, une organisation de parents endeuillés qui ont perdu leurs enfants dans le conflit. En lançant un appel à la réconciliation et à la résolution pacifique du conflit, l'organisation s'est rapidement étendue en incluant des parents endeuillés palestiniens. Le Forum des familles, le Cercle des familles ou encore le Groupe des 500 familles, comme on l'appelle maintenant, travaille à la résolution du conflit entre Palestiniens et Israéliens à travers le dialogue et la compréhension mutuelle. Étant donné que le manque de confiance et d'empathie entre les deux parties permet au cycle de violence de s'auto-entretenir, le Forum des familles s'appuie sur le partage des histoires personnelles et douloureuses qui réaffirme la sainteté de la vie et le besoin de sauvegarder la dignité humaine et la liberté.

Open House a été créée en 1991 par trois familles (juive, musulmane et chrétienne) autour d'une maison symbolique. Les Arabes et Juifs de la ville de Ramle ainsi que les communautés avoisinantes partagent leurs activités dans cette vieille maison arabe qui a également abrité des réfugiés juifs. Chacun, à Ramle, sait que cette maison appartenait à une famille musulmane qui a été expulsée en 1948 et qu'une famille juive, survivants de la Shoah, y a été placée lorsqu'elle a fui l'Europe.

Quand la fille de cette famille, Dalia Landau, eut grandi et hérité de la maison, elle en fit don à un centre communautaire. Là, Juifs et Arabes israéliens tissent des liens et entreprennent des actions résolues pour que tous vivent en paix.

La visite du camp d'Auschwitz en mai 2003 organisé par le père melkite Emile Shoufani de Nazareth, a réuni deux cents cinquante Arabes de France, de Belgique et d'Israël aux côtés de deux cents cinquante Juifs et chrétiens. Entre l'imam et la rescapée de la Shoah, les jeunes musulmanes voilées et les jeunes Éclaireurs israélites, l'heure était à la fraternité. Pour la première fois, la langue arabe a résonné dans ce camp de la mort. Ainsi le curé de Nazareth a-t-il voulu faire de la Shoah, brandon de discorde entre Juifs et Arabes, un espace de compassion. Cette audace a, depuis, fait plusieurs émules.

Khaled Ksab Mahamid est le fondateur, à Nazareth, d'un musée privé de la Shoah, qu'il a établi au premier étage de sa modeste maison. On peut y voir des photos qu'il a reçues de Yad Vashem avec des légendes qu'il a traduites en arabe. M. Mahamid soutient que comprendre la Shoah constitue un passage obligé pour espérer contribuer à mettre fin aux effusions de sang dans la région. Les organes de Ahmed Ismail Khatib ont été transplantés chez cinq enfants israéliens et une femme de 58 ans. Car telle a été la volonté exemplaire du père d'Ahed Ismail lorsque, en novembre 2005, il apprend que son fils âgé de 12 ans est tombé sous les balles des soldats israéliens. Fier que les organes de son fils aient aidé six Israéliens à vivre normalement, M. Khatib a déclaré avoir pris cette décision pour témoigner au monde que le peuple palestinien veut la vie et la paix pour tous.

L'Institut Arik pour la réconciliation, la tolérance et la paix a été fondé par Itzhak Frankenthal après qu'il a dirigé le Forum des familles pendant plus de dix ans. L'Institut, établi pour que les populations palestiniennes et israéliennes comprennent mieux la nature des plaintes, des reproches, des récriminations et des aspirations des uns et des autres, s'est fixé deux objectifs :

- accroître la prise de conscience palestinienne du besoin israélien de garanties psychologique et sécuritaire à toute avancée diplomatique ;
- accroître la prise de conscience israélienne du besoin palestinien d'avoir un État viable, et mettre au jour dans la société israélienne les Palestiniens engagés dans la paix et la réconciliation.

Noam Shalit, père du soldat Gilad Shalit détenu à Gaza par des groupes armés palestiniens depuis juin 2006, est allé rendre visite, le 17 novembre 2006 à l'hôpital de Tel-Aviv, aux victimes de Beit Hanoun blessés par les tirs d'artillerie de l'armée israélienne qui ont causé la mort de dix-neuf civils palestiniens à Gaza. Il y a exprimé son partage de leur souffrance et de leur deuil. Pour leur part, les familles et survivants des victimes ont déclaré vouloir un cessez-le-feu plutôt que la vengeance.

Si seuls quelques exemples sont recensés ici, il ne faut pas oublier les autres actes innombrables, discrets et anonymes, qui s'expriment au quotidien et dans la sobriété.

**3.
COOPÉRATION
ÉCONOMIQUE ET
TECHNIQUE**

La seconde Intifada a conduit les Territoires palestiniens à ce que la Banque mondiale a qualifié de l'une des pires récessions de l'histoire moderne. Pour contenir les infiltrations de terroristes et protéger sa population civile des attentats-suicides, le gouvernement israélien a limité progressivement les traversées frontalières entre Israël et les Territoires au strict minimum. Ces restrictions sur le libre passage des biens vers, à l'intérieur et depuis les Territoires palestiniens ont eu pour conséquence un effondrement de l'économie palestinienne.

Alors que les Palestiniens voient ces restrictions comme une forme de punition collective, les Israéliens ont eux-mêmes pâti de cette situation. La Banque d'Israël estime que l'Intifada a causé des dommages économiques équivalant à 0,7-1,8 % du PIB en 2003. On estime que l'Intifada a coûté 8 % du PIB sur l'ensemble de la période, soit l'équivalent de 7 milliards d'euros. La restriction d'entrée des travailleurs palestiniens a notamment sévèrement touché les secteurs de l'agriculture et du BTP en Israël. Depuis la guerre des Six-Jours, l'économie palestinienne est très largement dépendante de la demande des consommateurs israéliens et de l'aide internationale. Jusqu'aux accords d'Oslo, un tiers des emplois palestiniens était situé en Israël. Suite à la dégradation des relations dans la région, l'économie israélienne a réduit sa dépendance de main d'œuvre palestinienne en recourant à un flux massif de 300 000 travailleurs étrangers.

L'Autorité palestinienne n'ayant plus d'aéroport depuis sa destruction par Tsahal ni de port indépendant, les importations et exportations se font à travers Israël. Cela a pour conséquence de limiter drastiquement la capacité de l'Autorité palestinienne à développer son commerce international et d'augmenter considérablement le coût du moindre de ses échanges commerciaux sur les marchés mondiaux. Cela a aussi pour résultat d'installer l'Autorité palestinienne dans une grande dépendance vis-à-vis d'Israël en termes de matières premières et de débouché commercial. Cette situation rend concrètement impossible le développement d'une véritable autonomie économique palestinienne. Il est à noter que, grâce à ses bas salaires et à sa main d'œuvre qualifiée, l'Autorité palestinienne avait bénéficié d'investissements israéliens considérables, principalement dans la production textile et la fabrication de meubles. La signature de l'Accord sur le mouvement et l'accès, le 15 novembre 2005, par les gouvernements israélien et palestinien aurait dû ouvrir de nouveaux horizons côté palestinien. Plus de deux ans après, selon un rapport de l'OCHA (Office pour la coordination des affaires humanitaires de l'ONU), les résultats sont catastrophiques.

Une étude de l'OCHA réalisée en novembre 2006 dénombrait 528 *check points* et barrages en Cisjordanie, une augmentation de 326 par rapport à août 2005. La Banque mondiale a déclaré que les *check points* israéliens étouffaient l'économie palestinienne assiégée. Israël affirme que les *check points* constituent une pièce centrale de la stratégie militaire qui a permis de diminuer de façon drastique les attaques palestiniennes sur des Israéliens.

À tout cela s'ajoute la suspension des aides internationales, consécutive à la prise de pouvoir du Hamas qui refuse les conditions du Quartet pour mettre fin au boycott. Selon des économistes internationaux, l'intransigeance politique des deux parties a été désastreuse pour l'économie de la bande de Gaza. Aucun bénéfice économique n'a été perçu du retrait israélien des implantations du Goush Katif et la situation ne fait qu'empirer en raison de la frénésie de violence sur le territoire israélien depuis la prise du pouvoir du Hamas et le bombardement de Sdérot et suite au blocus israélien et aux entrées en force qu'il a entraînées sur la frontière entre Gaza et l'Égypte. Les entreprises fuient la bande de Gaza pour s'installer en Jordanie et en Égypte. Les forces vives, dans l'impossibilité de vivre et de travailler normalement, s'en vont. Pour le gouvernement de Mahmoud Abbas en CisJordanie, qui accepte en tant que principe la possibilité d'une solution de « deux États pour deux peuples » et le droit à l'existence de l'État d'Israël, la situation laisse en revanche entrevoir une éclaircie possible. La promesse faite par les pays donateurs à Paris en décembre 2007, au lendemain du sommet d'Annapolis, d'apporter une aide financière exceptionnelle de plusieurs milliards d'euros à l'Autorité palestinienne pourrait permettre au gouvernement de Mahmoud Abbas de faire advenir en CisJordanie une situation politique relativement stable et de libérer de sa paralysie l'économie palestinienne.

Reste un nombre important de désaccords concrets. Comment faire pour que les points de passage deviennent des points d'échange plus que des points de friction ? Comment recréer les flux commerciaux tout en assumant les mesures de sécurité nécessaires ? Il est particulièrement difficile de répondre à ces questions. Mais il demeure des pistes pour présager d'un futur meilleur. Malgré les impedimenta que nous avons énoncés, diverses formes de coopération parviennent à subsister ou à se dessiner.

En Italie, la Fondation Konrad Adenauer a accueilli à plusieurs reprises des délégations d'hommes d'affaires israéliens et palestiniens. Les linéaments d'un projet de chambre de commerce informelle israélo-palestinienne (*Business Council*) ont déjà été développés, dont les modalités et objectifs devraient être finalisés. Le financement n'est pas encore trouvé, mais les acteurs sont prêts. Ce projet est mené sur l'initiative de l'IPCRI (Israel-Palestine Center for Research and Information), qui depuis de nombreuses années conduit un groupe de travail sur le volet économique. Ses membres sont constitués de Palestiniens et d'Israéliens des secteurs public et privé, qui élaborent des lignes d'action visant à renforcer l'économie des deux sociétés, à construire des liens économiques et des intérêts mutuels et à coordonner des politiques économiques. Pour servir ces multiples intérêts communs, dans le secteur public notamment, concernant l'énergie, l'environnement et l'industrie agricole, le ministère israélien du Commerce a mis en place un service dédié aux relations avec les Palestiniens. Bien qu'il s'agisse d'une coopération non choisie, le secteur de l'électricité demeurera une plate-forme de rapprochement. Les Palestiniens n'ont certes pas les moyens de produire de l'électricité, mais les deux parties ont reconnu les atouts que présente leur fonctionnement actuel, même en cas de retrait de la Cisjordanie.

→ **DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN**

La volonté de poursuivre cette coopération est partagée, à charge pour les parties d'équilibrer le rapport de force. Certains secteurs sont par définition reliés les uns aux autres. Les producteurs agricoles palestiniens et les exportateurs israéliens partagent les mêmes intérêts. L'exportateur, qui vend le produit final, doit s'assurer que le produit est conforme, l'emballage adéquat, la productivité optimisée, les normes d'exportation respectées. C'est pourquoi l'exportateur investit également dans l'équipement agricole de son producteur et qu'un véritable partenariat se crée. C'est ce qui s'est produit avec Agrexco, le premier exportateur israélien de produits agricoles frais et le plus grand des sept distributeurs des produits cultivés à Gaza. Le désengagement n'a pas changé la situation depuis que PED/Paltrade, la société palestinienne chargée de la gestion des serres, a décidé de maintenir le lien avec Agrexco.

Le retrait de Gaza aurait pu mettre en péril tout ce réseau, n'eût été la réflexion et la médiation de la Fondation de coopération économique, ECF. Les serres de Gaza représentaient une source d'emploi très conséquente pour les Palestiniens et un revenu substantiel pour les Israéliens. Grâce au soutien de James Wolfensohn, ancien émissaire du Quartet, qui a pu réunir les fonds correspondant à la transaction (reversés dans un premier temps à ECF), les serres ont été rachetées aux ex-colons juifs et les dégâts ont été quelque peu minimisés. Cette transaction, qui devait prendre en compte des problèmes politiques, financiers, techniques et de timing, a été considérée comme un grand succès et une source d'inspiration dans le processus gagnant-gagnant entre Israéliens et Palestiniens.

Tout comme l'exportateur israélien a besoin des produits, l'agriculteur palestinien a besoin de son revenu. Tous les produits agricoles palestiniens transitent par Israël à travers une coopération forcée mais vouée à continuer d'exister sur le long terme, et qui pourrait se transformer en un véritable partenariat préférentiel. En effet, les échanges de ces produits utilisent des infrastructures, des connections portuaires et aéroportuaires, des capacités de gestion, des outils marketing et une reconnaissance internationale qui ne peuvent se développer du jour au lendemain. Gaza possède un secteur agricole au potentiel très grand (fertilité de la terre, conditions climatiques, main d'œuvre abondante) et constitue un atout économique prometteur.

Le cas de la zone industrielle d'Erez, à la frontière nord de Gaza, illustre le fonctionnement concret d'une coopération économique dans un autre secteur. Cette zone industrielle avait une configuration exceptionnelle en tant qu'enclave ouverte à Gaza, avec une ouverture directe sur Israël dans un périmètre sécurisé, car entièrement sous contrôle de l'armée. Ainsi l'approvisionnement de matières premières et les départs de produits finis s'effectuaient-ils dans la plus parfaite fluidité. L'industrie textile israélienne y était concentrée, mais l'on trouvait aussi certaines usines palestiniennes nécessitant peu de technologie, par exemple la fabrication de meubles de bureau ou la ferronnerie. Avant le désengagement, maintes tractations ont eu lieu, menées par des hommes d'affaires tant israéliens que palestiniens, pour tenter de sauver l'endroit et son activité qui garantissait une multitude d'emplois et un volume d'affaires important.

Cette immense zone industrielle a laissé dans les mémoires de beaucoup de ceux qui y ont travaillé un souvenir florissant, bien qu'aujourd'hui physiquement mis à sac par la foule palestinienne après le désengagement. Pendant plusieurs mois, la chambre de commerce et d'industrie turque a étudié avec sérieux, en collaboration avec l'ECF, une solution de rachat pour faire réhabiliter ce projet en relevant les défis de la conjoncture actuelle. Les Turcs ont une bonne expertise des parcs industriels et analysent différents types de modèles qui seraient applicables à Erez. Actuellement, toute marchandise transite par l'unique point de passage, Karni. Même si cette option de rachat est pour l'instant gelée suite aux développements dramatiques des relations entre Israël et la bande de Gaza, le projet pourrait voir le jour si la situation retrouvait un calme relatif. Certains entrepreneurs privés cherchent à combiner le savoir-faire israélien en technologie de pointe avec la main d'œuvre bon marché palestinienne. Il y a notamment un projet de parc industriel à Atarot (Jérusalem) pour une joint-venture de haute technologie qui reste pour l'heure à un stade embryonnaire. Le danger peut amener à distendre les relations, mais il peut aussi les renouer et favoriser une coopération technique inattendue. En novembre 2006, une délégation du ministère israélien de l'Agriculture a rencontré ses homologues palestiniens afin de discuter des mesures pour prévenir l'irruption de la grippe aviaire en Israël et dans les Territoires palestiniens. Il a été convenu que des vétérinaires palestiniens suivraient une formation en Israël et recevraient un soutien logistique afin de combattre la grippe aviaire. D'ailleurs, depuis trois ans, Search for Common Ground, à travers son programme Mecids, a pu faciliter et coordonner la collaboration entre de hauts représentants des ministères jordanien, israélien et palestinien de la Santé dans la prévention de maladies infectieuses, lesquelles n'ont pas de frontières. Le récent octroi par la Banque mondiale d'un financement pour le prolongement du projet et la participation de représentants des États-Unis à ce programme démontrent son importance et son succès.

La coopération technique se place parfois à la croisée des chemins avec l'humanitaire. Ainsi, le Joint Distribution Committee (JDC), organisation caritative juive américaine qui travaille depuis près de cent ans à diminuer la souffrance dans le monde, a fait un don de quarante millions de dollars pour venir en aide aux victimes du tsunami de décembre 2004. Active dans de nombreux pays en voie de développement, dont l'Indonésie, le Sri Lanka, la Bosnie, le Kosovo et la Turquie, où vivent des populations musulmanes importantes, cette organisation se spécialise dans un humanitaire qui passe par le partage de savoir-faire technique et humain. Entre Israéliens et Palestiniens, elle organise des dizaines de séminaires de formation et des congrès professionnels dans des domaines aussi divers que l'oncologie, l'assistance aux handicapés ou la réhabilitation des enfants traumatisés.

Des formations aux techniques médicales et dentaires de pointe sont, par ailleurs, régulièrement organisées pour les professionnels palestiniens en Israël. Cette coopération contribue également à tisser des liens professionnels, personnels et humains entre des populations qui appartiennent à toutes les facettes de l'échiquier politique et qui, d'ordinaire, ne participent pas aux initiatives de rapprochement.

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Même si l'impact effectif de ce travail est infime en comparaison des efforts nécessaires pour améliorer le sort des dizaines de milliers d'invalides victimes du conflit, cette action tisse les liens d'une collaboration future. Le statut d'institution internationale non israélienne du JDC assure à cette œuvre une plus grande acceptation par les Palestiniens. Dans le souffle du projet phare Saving the Children du Centre Peres, qui fait soigner chaque année en Israël une centaine d'enfants palestiniens malades et handicapés, il serait certainement souhaitable de voir des organisations juives se mobiliser pour assister ces victimes palestiniennes et aider à leur réinsertion physique et sociale. Par-delà la dimension proprement humanitaire, cette action permettra de limiter la pénétration grandissante des groupes islamiques radicaux qui ont fait de ce domaine d'intervention leur lieu de prédilection.

Yad Sarah est un réseau de volontaires qui aide les malades handicapés et les personnes isolées ou astreintes à demeure par des services de soutien à domicile. Créée par un Juif ultraorthodoxe, le rabbin Oury Loupoliansky, aujourd'hui maire de Jérusalem, pour prêter gratuitement du matériel médical coûteux aux membres de sa communauté, cette organisation a ouvert 300 agences dans la plupart des villes juives et arabes d'Israël et est devenue un véritable empire du don. Son slogan, « Du berceau à la chaise roulante, Yad Sarah est toujours là », exprime sa philosophie. Aujourd'hui, ses 6 000 bénévoles juifs et arabes, laïcs et religieux, travaillent ensemble au quotidien à aider - avec le sourire - les démunis sans distinction de religion et de croyance.

Le lien entre économie et paix se fait encore plus probant lorsque le World Economic Forum, initiateur et organisateur du congrès de Davos, met sur pied un groupe de travail constitué d'un aréopage d'hommes politiques et de religion, de médias, de leaders d'opinion et d'acteurs économiques. Les membres de ce groupe, le Conseil des 100 ou C-100, concentrent leurs efforts à mieux comprendre leurs différences et agir sur leurs points communs. Le C-100 s'appuie en particulier sur le dynamisme pragmatique du monde des affaires comme un puissant levier de changement positif.

Dans la même veine, mais plus modeste et spécifique, le Groupe d'Aix produit et fait circuler le fruit de ses recherches, qui visent à identifier les scénarios économiques entre Israéliens et Palestiniens et à proposer des recommandations gagnant-gagnant. Le groupe comprend des Israéliens, des Palestiniens et des internationaux, experts économiques, membres d'organisations économiques, officiels d'institutions internationales. Mais l'économie pourrait-elle réussir là où la politique a échoué ? Comme il a été déclaré au Forum de Paris du Défi de l'Euro-Méditerranée : une économie palestinienne ouverte et épanouie peut contribuer à la paix et à la sécurité d'Israël. Mais pour qu'il y ait un État palestinien viable, il faut un redressement économique à très court terme. La sécurité a toujours été en première place. Une fois admis le besoin légitime de sécurité, il ne faut pas oublier le besoin palestinien d'un développement économique. Cependant, le politique précède souvent l'économique ; or, pour avoir une politique prospère, il est besoin d'une économie viable. De plus, le développement économique doit continuer malgré la fermeture. Ainsi a été lancée la proposition de « création de parc industriel qui ne doit être fermé à aucun moment ».



© www.yesodot.org.il/eng

Réunion
de travail
de directeurs
d'écoles
religieuses
juives et
musulmanes
dans l'école
de Nughdat
en Galilée.

Le programme Euro-Méditerranée de l'Union européenne, dans le cadre du processus dit de Barcelone, tend à promouvoir les efforts de paix dans la zone via un partenariat économique et de coopération censé déboucher sur une zone de libre-échange. À cet effet, entre 1995 et 2006, l'Union européenne a débloqué 21 milliards d'euros en aide, prêts préférentiels et autres, principalement à destination des pays arabes.

Pour ce qui est de la situation à l'intérieur d'Israël, la communauté arabe israélienne constitue 18 % de la population. Les statistiques israéliennes indiquent que plus de 45 % des familles arabes vivent sous le seuil de pauvreté, contre 15 % des familles juives israéliennes et que 46 des 47 villes les plus pauvres sont peuplées de citoyens arabes israéliens, la 47e étant habitée par une communauté mixte. La méfiance entre Juifs et Arabes citoyens d'Israël a des incidences en matière de sécurité nationale, de tourisme, d'économie, de santé, de culture et de cohésion sociale.

Pour combler le large fossé entre les deux populations et créer un véritable partenariat économique entre elles, le Centre pour le développement économique entre Juifs et Arabes (CJAED), créé en 1988 par un groupe d'hommes d'affaires des deux bords, encourage des initiatives qui visent à accroître la coopération entre Juifs israéliens et Arabes d'Israël et de la région élargie. Si, d'ordinaire, les sociétés israéliennes cherchent à pénétrer le marché de la zone arabe de libre échange à travers leurs relations avec la Jordanie et l'Égypte, il serait bien plus simple et plus économique, comme le concède un membre de la chambre de commerce israélienne en Jordanie, que ces sociétés opèrent avec l'aide des entreprises palestiniennes. Le président israélien Shimon Pérès, à l'époque vice-Premier ministre, et le ministre de l'Agriculture Shalom Simhon ont créé une commission chargée de discuter avec la Jordanie et l'Autorité palestinienne de la plantation de 4 millions d'oliviers pour la production d'huile. D'après ce plan, cette huile d'olive sera commercialisée sous une marque commune dans les trois pays.

→ **DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN**

Les jeunes arbres seront plantés essentiellement dans des oliveraies déjà existantes. Israël et l'Autorité palestinienne devraient aussi coopérer en luttant contre la mouche de l'olive, un fléau dont on chiffre les dommages en millions et qui nuit à la rentabilité de ce secteur. Ces dommages sont particulièrement importants dans les Territoires palestiniens, où ils sont estimés à 100 millions de shekels. Par ailleurs, lors d'un salon de l'industrie du vin et de l'huile d'olive à Vérone, Israël et l'Autorité palestinienne ont partagé un stand.

Soulignons le rôle important et modéré du Maroc, qui maintient non seulement les liens historiques avec les Juifs d'origine marocaine qui vivent aujourd'hui en Israël ou à l'étranger, mais encourage également les initiatives de dialogue et de paix. La monarchie marocaine a été constante dans ses efforts de préservation de liens effectifs avec ses Juifs, en nommant notamment, sous Mohammed V, un ministre juif ; sous Hassan II, un conseiller juif et sous Mohammed VI, un ambassadeur itinérant et un conseiller juifs, sans oublier la rencontre historique d'Ifrane qui a favorisé la paix entre Israël et l'Égypte.

De son côté, l'État israélien fournit également certains efforts pour faire diminuer les tensions avec le monde musulman modéré. Par-delà les relations diplomatiques déjà établies avec l'Égypte, la Jordanie, la Mauritanie et les relations semi-officielles avec le Maroc, la Tunisie et le Qatar, des ouvertures prometteuses de réalisme se font jour avec plusieurs autres pays du Golfe. Israël a notamment décidé en mai 2007 de verser une aide humanitaire de 5 millions de dollars pour le Darfour. Un projet de Peace Corps (force de coopération non militaire) est également à l'étude : il regrouperait des jeunes Israéliens juifs et arabes qui effectueraient dans ce cadre leur service national obligatoire ; s'ajouteraient à eux des jeunes Juifs de diaspora et éventuellement des musulmans du monde entier, pour œuvrer à une reconstruction des infrastructures et à l'éducation des enfants sur les lieux des désastres dans le Tiers-monde. Selon le Palestine Trade Center de Ramallah, Israël pourrait générer un volume de 12 milliards de dollars annuels avec ses voisins arabes, y compris l'Autorité palestinienne et, à travers elle, la zone de libre-échange arabe. Selon la même source, si les relations entre Israël et les Palestiniens devenaient « amicales » plutôt qu'« hostiles », la valeur des exportations israéliennes aux Palestiniens pourrait, en 5 à 10 ans, se chiffrer à 7 milliards de dollars annuels. Rappelons qu'en 2005, le second débouché des exportations israéliennes, après les États-Unis et à l'exception des diamants, était les Territoires palestiniens : elles se chiffraient (pétrole et services téléphoniques inclus) à un total de 2,5 milliards de dollars, dont 1,8 milliard de produits. Ces perspectives palestiniennes, qui reflètent un certain optimisme dans un contexte économique alarmant, pourraient se révéler réalistes si des intervenants internationaux entreprenaient des initiatives en ce sens, initiatives qui ne manqueraient pas d'avoir des retombées très bénéfiques sur l'économie palestinienne.

Émergence de réseaux d'assistance et de coordination

Le temps et les événements ont conduit les acteurs du rapprochement vers plus de coordination et de synergies. Les deux meilleurs exemples de cette tendance sont la création du Forum des ONG de paix israélo-palestiniennes et le Réseau Coexistence.

Le nombre d'organisations qu'ils recensent représente une preuve irréfutable du dynamisme et de la diversité des engagements vers une solution digne au conflit.

Le Forum des ONG de paix israélo-palestiniennes est une organisation ombrelle qui regroupait, fin 2006, 114 organisations de part et d'autre de la Ligne verte. La procédure d'admission des membres est très simple et reflète la volonté d'inclusion la plus large possible, car il ne s'agit pas d'une coalition politique. Chaque membre est libre d'y agir comme il l'entend et n'a pas besoin d'appartenir à un groupe quelconque ou d'adhérer à une idéologie particulière. Le fonctionnement du Forum est coordonné par le Centre Peres pour la paix et par l'organisation palestinienne Panorama. L'idée de créer un réseau de leaders de la société civile pour renforcer le camp de la paix permet de faire retentir d'autres voix - celles des modérés - et de soutenir chaque ONG individuellement.

Le Réseau Coexistence regroupe des ONG qui travaillent exclusivement avec les citoyens juifs et arabes d'Israël. Ici, on ne parle pas de paix mais de coexistence civique entre populations qui souhaitent gérer ensemble, et de la manière la plus juste possible, l'espace public commun. Il est coordonné par la Fondation Abraham et le Citizens Forum Accord. Fondé à l'initiative du rabbin et député Michael Melchior, dirigeant du parti religieux pour la paix Meimad, il existe depuis huit ans, compte 120 membres enregistrés et déclare un potentiel de 170 adhérents. L'objectif est de créer une véritable communauté travaillant sur la coexistence. Des ateliers sont proposés sur les thèmes suivants : « Comment lancer une campagne », « Comment organiser ses relations presse », « Comment utiliser son réseau ». Ainsi, l'optimisation des ressources et la capitalisation des synergies permet d'accroître la prise de conscience sur les sujets liés à la coexistence, de professionnaliser les acteurs impliqués, d'économiser du temps et de l'argent. Au sein du Réseau Coexistence se créent différents cercles d'ONG selon un critère commun, par exemple le Cercle du Nord, le Cercle universitaire, et bientôt le Cercle des femmes. Le Réseau veille à susciter et à augmenter la prise de conscience de l'opinion publique dans le domaine civique, culturel, religieux et social des deux populations, ainsi qu'à les faire réfléchir sur leur destinée commune, les lieux et la vie qu'elles partagent.

New Israel Fund (NIF) soutient des organisations israéliennes travaillant pour la tolérance religieuse, les droits civiques et les droits de l'Homme, l'égalité et la coexistence entre Arabes et Juifs, l'amélioration du statut de la femme, le lien des droits économiques et sociaux et le respect de l'environnement. Après avoir soutenu financièrement diverses initiatives pour le changement social, le New Israel Fund a identifié le besoin de fournir aux bénéficiaires de ses donations une assistance plus complète. Ainsi, par le biais de sa branche Shatil, le NIF offre des consultations, met à disposition un centre de formation et un centre de renforcement, de perfectionnement et de professionnalisation aux changements sociaux. Shatil n'opère qu'au sein de la Ligne verte. Ses membres n'organisent pas eux-mêmes de groupes de rencontres entre Israéliens juifs et Palestiniens, mais assistent les divers organismes qui s'y consacrent. Les consultants de Shatil interviennent dans quatre domaines : la levée de fonds, le développement organisationnel, le travail de lobby et les relations média.

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

La mission de Shatil est de renforcer la société israélienne sur le plan social et des droits de l'Homme et sur le plan civique, mais sans intervenir directement auprès des populations. Shatil collabore avec environ mille organisations au sein d'Israël.

Autres partenariats originaux

Les Combattants pour la Paix est un groupe d'anciens activistes palestiniens et d'anciens soldats israéliens fondé le 16 février 2005. La création de cet espace de dialogue semblait peu probable : il voyait le jour au sein d'un vivier de jeunes gens facilement influencés et qui croyaient à la violence. Ce même engagement entier à la violence est aujourd'hui mis au service du rapprochement. Nombre des anciens activistes palestiniens sont d'anciens prisonniers. Les membres palestiniens sont bien acceptés par leur société, car ils sont considérés comme courageux puisqu'ils ont déjà payé un tribut pour leur engagement. Cette formation compte environ cent représentants de chaque communauté. Leur credo est que rien ne sera obtenu par la force et la coercition. Aujourd'hui, ils prônent le chemin de la non-violence et coopèrent dorénavant au milieu de ce monde fracturé. De savoir que certains Israéliens sont dans la même dynamique donne du courage aux Palestiniens. Les rencontres sont passionnelles, les participants connaissent le prix du conflit et sont perçus comme ayant le droit d'en parler et de le critiquer. Leurs interventions visent trois cercles d'influence : la communauté des activistes, chacune des deux sociétés et la communauté internationale. Pour les Israéliens, c'est la première fois qu'ils traversent la Ligne verte sans armes. Malgré sa taille modeste, ce mouvement a un certain impact.

25 à 30 membres de chaque côté se retrouvent pour des discussions d'environ 45 minutes. Les rencontres se sont parfois tenues à des *check points* en présence de soldats israéliens. Les membres s'efforcent d'emmener de nouvelles personnes à chaque réunion afin d'étendre le phénomène, de construire la confiance. À présent, il y a des réunions privées dans des maisons, des écoles et des universités afin de s'adresser à diverses audiences. Le but est de sensibiliser chacune des deux sociétés aux souffrances de l'autre et à la possibilité d'un dialogue. Le message principal est sans ambiguïté : démontrer qu'il y a un partenaire, *a fortiori* lorsque les anciens belligérants sur le terrain y parviennent. Reste la démonstration au niveau politique. Les Combattants pour la paix n'ont pas vocation à être des missionnaires, mais à provoquer la réflexion. Cette ONG n'a aucun salarié et fonctionne sur le principe du bénévolat, selon lequel chacun contribue durant son temps libre. Le comité est constitué de sept Israéliens et de sept Palestiniens.

Internet, les médias et les observatoires

La radio Kol Hashalom (en arabe Sawt as Salam, en anglais All for Peace, c'est-à-dire la voix de la paix) est née de la coopération du groupe palestinien Biladi et du centre judéo-arabe pacifiste de Givat Haviva. Cette radio, qui reprend le nom d'une station de radio créée par Abbie Nathan qui, dans les années 1970, avait lancé le message inlassablement répété de la paix israélo-arabe depuis un bateau en Méditerranée, diffuse quotidiennement un panel

d'entretiens et de programmes d'actualité, d'apprentissage de la langue, d'émissions de jeunesse, de sport et de musique. La radio rapporte les activités des organismes pacifistes israéliens et palestiniens et donne la parole à ceux qui n'ont pas d'autre moyen de s'exprimer. Kol Hashalom diffuse ses programmes en arabe, en hébreu et en anglais. Elle donne la priorité aux sujets consacrés à la paix, au respect mutuel, au pluralisme, à la justice et à la solidarité publique. En février 2007 a été lancée à Bristol, en Angleterre, la radio Salaam Shalom (disponible sur le net) par une équipe professionnelle de diverses origines « pour encourager le dialogue et la compréhension entre Juifs et musulmans de la région ». Benjamine de ces initiatives, une radio en anglais, basée à Ramallah et financée par un Juif sud-africain, a commencé à émettre mercredi 21 février 2007. Cette radio, 93.6 RAM FM (« ram », abréviation de Ramallah, signifie également « haut » en hébreu), se fixe pour objectif de constituer la base d'un « dialogue pacifique ». La station a des studios à Ramallah et à Jérusalem-Ouest, mais elle émet depuis la Cisjordanie pour profiter du créneau de la bande FM réservée aux Palestiniens. Isaac (Issie) Kirsh, fondateur de 93.6 RAM FM, a investi 25 % des deux millions de dollars du coût de ce projet purement commercial, dont les recettes seront fournies par la publicité et qui refuse toute subvention, gouvernementale ou associative. « Notre mission est de raconter la même histoire aux deux côtés », dit Andrew Bolton, rédacteur en chef de la station. Il a précisé qu'en conséquence, les programmes d'informations n'emploieraient pas des termes comme « martyr » ou « terroriste », qu'il qualifie de « connotés ».

À l'été 2003, deux lycéens juifs orthodoxes de New York, Sima Greenbaum et Eitan Hochster, entreprennent de saisir sur photographies les similitudes visuelles les plus flagrantes entre l'islam et le judaïsme. M. Eli Epstein, Juif orthodoxe, avec une expérience professionnelle de plusieurs années au Proche-Orient, frappé par les ressemblances profondes entre les deux confessions au cours de ses nombreux voyages dans des pays essentiellement musulmans, a été à l'origine de la conception du projet. Le travail de Sima et Eitan a donné lieu à une brochure que M. Epstein a emportée dans ses voyages, obtenant régulièrement la même réaction de choc et de perplexité de la part de ses collègues musulmans. Maintes et maintes fois, la réaction des musulmans à l'étranger et des Juifs dans leur propre communauté était la même. En voyant le changement qu'une telle étude photographique avait provoqué en Sima et Eitan, M. Epstein a imaginé de proposer à vingt étudiants, dix Juifs et dix musulmans éparpillés à travers le monde, de s'engager dans un parcours similaire. Il a embauché Ari Alexander, un Juif américain, et Maria Ali-Adib, une musulmane syrienne, pour diriger le projet d'été international basé sur Internet, appelé Children of Abraham.

En juillet-août 2004, 61 étudiants originaires de 23 pays étaient sélectionnés pour participer au projet, avec le double objectif d'offrir une expérience de métamorphose aux jeunes musulmans et juifs pour se découvrir les uns les autres, et une publication des photos des deux religions, prises dans le monde entier, afin que davantage d'adhérents de chaque confession puissent considérer l'autre avec plus de respect et moins de doutes.

Compte tenu du succès du projet d'été, Alexander et Ali-Adib ont décidé, en novembre 2004, de fonder Children of Abraham Inc. et d'élargir la mission au-delà du projet photos pour nourrir le dialogue entre les jeunes musulmans et juifs via Internet. Epstein et son confrère de longue date, Mohamed Ali Alabbar, de Dubaï, sollicitent des dons afin d'établir un précédent essentiel pour l'organisation, selon lequel 50 % des fonds de soutien proviendraient de sources juives et 50 % de sources musulmanes. L'organisation, désormais, construit des passerelles entre les jeunes dans plus de 40 pays via le programme Découverte et offre une tribune pour les jeunes juifs et musulmans des quatre coins du monde, afin de dépasser les gros titres et les clichés en s'adressant directement à l'autre.

En complément des initiatives qui impliquent les personnes, il est important de nourrir le débat intellectuel. La société civile israélienne s'organise pour faciliter la circulation d'une pluralité d'opinions et favoriser une meilleure compréhension des perceptions grâce à des tribunes des deux communautés. Des sites Internet comme Bitterlemons offrent une plateforme d'expression commune à des contributeurs israéliens et palestiniens pour une analyse politique généralement de bon aloi. Les deux co-directeurs d'IPCRI écrivent leur tribune hebdomadaire dans le journal virtuel de l'organisation, Jerusalem Times. Search For Common Ground envoie chaque semaine leur CGNews à des milliers d'abonnés à travers le monde et à une centaine de relais qui republient les articles. Il s'agit d'une compilation d'articles d'opinion constructifs concernant le Proche-Orient. Ce service existe en anglais, en arabe et en hébreu. Le premier quotidien palestinien en anglais, Palestine Times, est paru fin novembre 2006. Il vise l'intelligentsia palestinienne et souhaite s'adresser également aux Israéliens et aux Occidentaux en général. La vision du propriétaire du journal, Othman Haj Mohammed, est de montrer au monde occidental que, malgré leurs luttes quotidiennes, les Palestiniens possèdent aussi une culture, un monde économique, une médecine, éducation et art. Partant du principe que l'on peut trouver les journaux israéliens Haaretz et Jerusalem Post à Ramallah, il espère que son journal sera vendu à Jérusalem et Tel-Aviv. Il est convaincu que lire les nouvelles sur la Palestine d'un point de vue palestinien intéressera de nombreux Israéliens. Le journal a obtenu la licence nécessaire pour être distribué en Israël. Il devrait avoir un correspondant israélien pour couvrir les actualités israéliennes, ainsi qu'un correspondant arabe israélien pour les affaires concernant plus spécifiquement cette communauté. Le journal n'est affilié à aucune faction politique et veut garantir son indépendance en n'étant financé que par la vente et la publicité.

Les média-observatoires effectuent un travail important pour dénoncer les partis pris et les discours de haine présents dans les médias et les ouvrages scolaires. L'observatoire Center for Monitoring the Impact of Peace (CMIP), par exemple, a obligé les bailleurs de fonds européens à contrôler l'usage des deniers des contribuables européens dans l'éducation à la haine prônée dans un grand nombre de livres d'école palestiniens financés par l'Union européenne. CMIP poursuit des études similaires dans les ouvrages scolaires israéliens, palestiniens, égyptiens et autres. L'Institut de recherche des médias du Moyen-Orient (MEMRI) explore le Moyen-Orient à travers les médias de la région.

Le MEMRI, dont les équipes sont constituées de personnes de différentes confessions, crée un pont entre l'Occident et le Moyen-Orient au moyen de traductions de médias arabes, hébreux, turcs et farsi, et d'analyses originales des tendances politiques, idéologiques, intellectuelles, sociales, culturelles et religieuses de la région. Cette organisation traque les discours de haine partout où ils se publient et les rend accessibles au public international. Elle met aussi sur la Toile les interviews en vidéo de voix musulmanes qui refusent le diktat des fanatiques et appellent à un dialogue renouvelé avec l'Occident, précisément au nom de l'islam. Ses bureaux sont situés à Berlin, Londres, Tokyo et Jérusalem.

Il existe aux États-Unis un grand nombre d'organisations plus ou moins informelles et souvent de taille modeste comme le Arabs and Jews in the Silicon Valley of California, le Arab-Jewish Dialogue Group in Santa Clara County ou encore le Austin's Dialogue Group, qui rassemblent des Palestiniens et des Juifs de la région et d'autres communautés et sont attachés à apporter la paix au Proche-Orient. Ces groupes qui encouragent une résolution pacifique du conflit avec la création de deux États sont davantage des clubs que des ONG actives et militantes. Bien souvent, il s'agit juste de se retrouver et d'échanger. La multiplication de ces groupes marque une vraie tendance dans ce pays et, dans une moindre mesure, fait des émules en Europe.

Par ailleurs, en ce temps de mondialisation, les tensions au Proche-Orient ont des incidences sur les relations entre Juifs et musulmans à travers le monde. Heurtés par la politique israélienne qu'ils considèrent comme « intransigeante », de nombreux musulmans nourrissent un fort ressentiment envers leurs compatriotes juifs. L'amalgame associant judéité et soutien inconditionnel à Israël rend difficile le fait d'être juif en Europe.

Après tant de réunions, d'accords puis d'échecs, de violence et de morts, les questionnements étourdissent les esprits. Pourquoi avons-nous besoin du dialogue ? Pour quel résultat ? Si ce n'est pas juste pour se connaître les uns les autres mais pour apporter un changement concret, alors que faut-il entreprendre ? Parfois le dialogue a lieu et il ne fait que réaffirmer les stéréotypes. Comment alors gérer ces rencontres ? La tâche est aujourd'hui beaucoup plus ardue qu'elle ne l'était avant la seconde Intifada. La guerre du Liban est venue ébranler encore davantage des relations déjà très fragilisées, créant parfois des désaccords au sein même des ONG ou avec les partenaires. Construire la confiance peut prendre de longues années, que quelques secondes suffisent à réduire à néant. En Israël, malgré leur nombre impressionnant, la diversité de leurs actions et leur persévérance, les ONG œuvrant au rapprochement restent marginales et sont considérées par la majorité de la population israélienne comme des organisations de gauche ou d'extrême gauche. Certaines parmi elles - telles celles dont les activistes semblent atteints d'une pathologie de la haine de soi et prennent systématiquement le parti de la position palestinienne et des intérêts anti-israéliens - sont jugées antipatriotiques. Mises en exergue par certains médias, leurs actions discréditent le camp de la paix en général et nuisent paradoxalement à la concrétisation d'une solution politique négociée. Quoi qu'il en soit, si leur action semble anecdotique au quotidien, leur impact sur le long terme est significatif.

On peut considérer qu'aujourd'hui la sphère politique prône les solutions qui, il y a vingt ans à peine, étaient celles énoncées et élaborées par des groupes insignifiants et marginaux. Pour l'heure, avec l'usure, la plupart des ONG entrent dans une phase de réflexion importante en se concertant parfois. Faut-il le dialogue pour le dialogue ou le dialogue pour le changement ? Le *peacebuilding* n'est pas efficace s'il est antérieur à la fin de l'occupation, à moins que ce soit un dialogue qui apporte un changement ou une activité commune concrète, telle que la cueillette des olives en Territoires palestiniens par des volontaires des deux communautés. Les projets « peuple à peuple » ne satisfont pas les Palestiniens qui souhaitent une solution juste et définitive. Les projets « de peuple à peuple » se sont révélés avoir un impact relatif mais demeurent indispensables afin de tisser des liens personnels et de réhumaniser l'autre. Aussi tout cela est-il une perte de temps et d'énergie ? Ne poursuit-on tous ces projets que pour se sentir mieux ? Note-t-on une quelconque efficacité, un progrès ? Les Palestiniens dénoncent l'écueil de ce qu'ils appellent la normalisation de la situation et l'acquit de bonne conscience. Tandis que les Israéliens impliqués dans le rapprochement trouvent leurs efforts annihilés par les attentats et les revendications territoriales radicales. Comme le dit un rabbin de l'organisation Rabbins pour les droits de l'Homme : « Ma ligne rouge, c'est la ligne Verte. »

Bien souvent, sans processus politique entre Israël et l'Autorité palestinienne, les dialogues sont paralysés. Comme le soulignent les Européens, le niveau macro et le niveau micro sont complémentaires. Les négociations politiques qui ne sont pas accompagnées par une campagne coordonnée et massive de dé-démonisation n'aboutiront pas. C'est dans ce cadre que prennent leur sens les initiatives qui, dès aujourd'hui, préparent les actions et les cadres capables de mettre en œuvre les actions massives de demain.

4.

ÉDUCATION

L'éducation a toujours été considérée comme un levier principal d'apprentissage au rapprochement, à la connaissance et la compréhension mutuelle. Qu'il s'agisse de l'éducation des enfants ou de celle des adultes, ce volet n'a jamais été vraiment intégré dans les grandes initiatives de paix, telles Oslo ou l'Initiative de Genève. Des expériences novatrices explorent des champs nouveaux, elles demeurent à une échelle modeste, mais, si elles portent leurs fruits, elles pourront peut-être être dupliquées. Israël-Palestine, terre de tous les conflits, fait figure de laboratoire socioculturel où un savoir-faire en matière d'éducation au vivre ensemble a été développé.

Éducation à la coexistence et à la paix

L'institut Givat Haviva est né en 1949 à l'initiative du mouvement des kibboutzim. Sa mission consiste à éduquer les populations juives et arabes israéliennes à la paix, la démocratie, la coexistence et la solidarité sociale.



Dans une classe où se déroule le projet Tali

À travers ses programmes éducatifs, ses séjours, ses séminaires, Givat Haviva permet chaque année à 25 000 personnes de se rencontrer. Écoliers, lycéens, universitaires, adultes de différentes catégories socioprofessionnelles, Juifs et Arabes israéliens confrontent leurs préjugés, apprennent à se connaître, à se reconnaître, afin de s'inscrire ensemble dans un projet de société où chacun peut se revendiquer comme un citoyen à part entière.

L'Institut Adam a été créé en 1986 à la mémoire d'Émile Greenzweig, militant pour la paix victime du terrorisme. Chaque année, 16 000 personnes - Arabes et Juifs, Palestiniens et Israéliens, nouveaux immigrants et autochtones, religieux et laïcs - participent à ses programmes de formation et séminaires intensifs d'éducation à la démocratie, à la paix et aux méthodes de résolution de conflit. En 1993, l'Institut a établi son centre international qui anime des formations pour des délégations de chercheurs, travailleurs sociaux, hommes politiques et enseignants du monde entier et il envoie ses spécialistes organiser des séminaires intensifs à travers le monde.

Des dizaines de programmes d'échanges et de rencontres entre élèves sont organisés chaque année par des associations pour la coexistence. Certains se spécialisent dans les écoles maternelles - pour éviter que s'installent dès le plus jeune âge des stéréotypes et des préjugés -, d'autres dans les rencontres entre lycéens - afin de penser, à l'âge où se façonnent les identités collectives, une alternative au conflit et à la méconnaissance. Plusieurs réseaux d'écoles juives - c'est le cas du réseau Tali (écoles qui inculquent un enseignement juif intensif et un respect profond de la tradition, mais n'exigent pas de leurs élèves une pratique du rituel religieux) -, organisent des rencontres structurées avec des réseaux écoles arabes israéliennes dans le cadre de leurs programmes d'éducation civique.

→ **DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAELO-PALESTINIEN**

Dans le cadre d'un programme de la Fondation Abraham, qui a réussi la prouesse de rassembler avec elle la très institutionnelle Agence juive, 9 000 élèves juifs du nord d'Israël vont apprendre l'arabe et rencontrer des élèves musulmans, chrétiens et druzes pour se donner les moyens de découvrir directement la culture des citoyens arabes d'Israël et créer avec eux la société de demain.

Le village de Neve Shalom-Wahat al-Salaam a été établi en 1970 par des Juifs et des Arabes israéliens. Il a été « rêvé » puis fondé à l'instigation du frère dominicain français Bruno Hussar. Pour combattre l'ignorance, pour offrir aux jeunes et aux adultes des deux communautés un lieu de rencontre et de dialogue, et pour enseigner la dynamique de la paix, le village a créé l'École de la Paix. Depuis ses débuts en 1979, plus de 30 000 jeunes ont pris part à ses rencontres, ainsi que plus de 3 000 adultes, dont un bon nombre se sont engagés depuis dans d'autres organisations œuvrant pour la paix. La liste des activités de cette école est longue : ateliers de rencontre, formation de facilitateurs à destination d'éducateurs en Israël et à l'étranger, formation d'enseignants pour des classes bicommunautaires, cours de troisième cycle sur la gestion de conflits intergroupes, interventions dans des conflits intergroupes hors d'Israël ou formation de formateurs dans ce domaine.

Le village, qui regroupe actuellement une cinquantaine de familles, est géré de manière coopérative. D'autres familles sont sur liste d'attente, auxquelles devrait répondre le projet de construction de 90 maisons supplémentaires. Les villageois élisent chaque année le secrétaire général et les membres des différents comités de gestion. L'activité principale y est le travail éducatif pour la paix, l'égalité et la compréhension entre les deux peuples. Et leur objectif est de créer une masse critique de gens qui partagent leur certitude, pour réussir la coexistence pacifique dans ce pays et sa région.

À village exceptionnel, école exceptionnelle. Les enfants y sont scolarisés en deux langues dès la maternelle, l'hébreu et l'arabe, et également en anglais dans le primaire. Associée à un centre de recherche de l'Université hébraïque de Jérusalem, l'école a développé de nouvelles méthodes d'apprentissage. Alors qu'elle avait commencé ses activités sans subventions gouvernementales, elle a été reconnue officiellement en 1993. Ses travaux pionniers dans le domaine de l'enseignement bilingue lui ont même valu, six ans plus tard, le titre d'école expérimentale, ce qui lui assure des subsides supplémentaires et lui permet de s'ouvrir aux enfants des villages juifs et palestiniens voisins, qui représentent à ce jour 80 % de l'ensemble des enfants. L'objectif et l'espoir pour les prochaines années est de construire une école secondaire selon le même principe.

L'école primaire Main dans la main-Un Pont sur le Wadi de Kfar Kara, dans la région de Wadi Ara, est bilingue et accueille des élèves juifs et arabes. Leur conversation touche aux conflits quotidiens de l'école, à la possibilité de parler de tout et aux tentatives de comprendre l'univers de son voisin. Il s'agit de la troisième école de ce réseau, deux autres établissements, plus anciens, se trouvent à Jérusalem et dans le Bloc Seguev, en Galilée. Le bilinguisme est intrinsèque à la philosophie de l'école.

L'idéal est d'accorder une place égale à l'arabe et à l'hébreu. La langue convoie également tout un univers d'images et de connotations. Pour l'enfant arabe, l'hébreu est la langue des « forts », dont il a besoin pour progresser. Aux yeux de l'enfant juif, l'arabe est la langue du « travailleur ». L'école considère le bilinguisme comme un défi. Chaque classe a deux professeurs, un Juif et un Arabe. Ils ne se traduisent pas l'un l'autre, mais donnent un cours préparé à l'avance. Pour certains cours, les élèves sont répartis en deux groupes, en fonction de leur identité. C'est le cas pour les cours de langue, ainsi que pour ceux de Torah et de Coran. Les jours de fête nationale (jour de l'Indépendance pour les uns, jour de la Nakba pour les autres), les classes sont également séparées, puis se retrouvent pour une réunion commune. Les parents, eux aussi, participent à des ateliers où ils apprennent à se connaître. Enseigner l'arabe à l'école primaire est certainement un enjeu prioritaire pour favoriser la compréhension entre les populations et aider à l'intégration culturelle de l'État hébreu au sein du Proche-Orient. Cependant, malgré les efforts renouvelés de diverses organisations citoyennes pour rendre obligatoire l'enseignement de l'arabe dans les écoles publiques israéliennes, cette proposition de loi ne rassemble pas pour l'instant un soutien politique suffisant à la Knesset et ne séduit pas les parents d'élèves, qui privilégient d'autres langues considérées comme plus indispensables à leur futur développement professionnel.

Construire une histoire à deux voix

L'idée d'écouter l'autre pour mieux comprendre sa perspective s'était développée dans le système scolaire israélien et palestinien grâce au travail pionnier des Enfants d'Abraham au Moyen-Orient, organisation plus connue sous son acronyme anglais MECA, qui, dans les « années Oslo », avait coordonné des dizaines de groupes d'enseignants israéliens et palestiniens pour écrire ensemble des manuels scolaires à double narratif. Regroupés par discipline, ces professeurs enseignaient dans leurs classes respectives les passages - à double perspective - produits en commun. Avec la fermeture des frontières et les explosions de violence de la seconde Intifada, les relations s'étaient, dans un premier temps, de plus en plus limitées à des liens virtuels sur Internet, puis, faute de fonds conséquents pour financer des rencontres à l'étranger, progressivement arrêtées.

L'Institut de recherche pour la paix au Moyen-Orient (PRIME) est l'initiateur et l'organisateur de Apprendre l'histoire de chacun, un projet préparé depuis 2000. Six professeurs d'histoire palestiniens et six professeurs d'histoire israéliens y ont collaboré. Le projet concerne une série de livrets d'histoire comportant trois parties verticales par page. La colonne de droite et la colonne de gauche relatent le « récit national » de chaque communauté. Le procédé permet de connaître l'histoire de l'Autre, de revendiquer la sienne et d'inviter l'élève à un processus participatif où il remplit la colonne centrale, laissée vierge à cette fin, pour y écrire sa version. Cette méthode remet en cause la vision monolithique de la narration historique sans que l'objectif soit pour autant de délégitimer l'autre : c'est une narration plurielle. Aucun des deux ministères n'a été associé à cette initiative, afin de la prémunir de toute dépendance vis-à-vis de contraintes extérieures.

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Une implication au niveau gouvernemental aurait pu avoir pour conséquence un arrêt du programme sitôt contrarié l'agenda politique d'une des parties ou l'éruption de quelque événement contrevenant au processus de paix. L'implantation du projet se réalise à travers une sollicitation individuelle des professeurs. Ceux-ci enseignent aussi bien dans des écoles privées que publiques. Chaque livret couvre un tiers du XX^{ème} siècle. Les livrets sont immédiatement traduits en hébreu et en arabe et le premier a été traduit en sept langues. La diffusion dans les classes a débuté en 2003. Le premier livret a été distribué à environ 3 500 élèves.

Aujourd'hui, de nouveaux enseignants sont invités à se joindre au projet. Ils sont formés par les professeurs impliqués depuis le début. Un guide interactif sur Internet a été développé pour les professeurs concernés. Ils se réfèrent à la méthodologie et échangent sur la réaction de la classe et les points de développement. Une double narration nécessite la mise au point d'une nouvelle pédagogie afin d'apprendre à ne plus voir qu'à travers sa seule perspective. Aujourd'hui le défi porte sur la formation des professeurs, le contenu des livres (passage d'un texte fermé à un texte ouvert) et l'amélioration de l'approche pédagogique. Auparavant, aucune partie ne faisait référence à l'autre dans son historiographie. À présent, par cette méthode, c'est l'histoire humaine qui est enseignée, celle des faits historiques et des perceptions, c'est un enseignement de l'histoire des peuples qui est dispensé, soutenu par un processus participatif de la classe. Bientôt, les trois livrets seront édités en un seul livre qui couvrira tout le XX^{ème} siècle dans l'ordre chronologique.

Éducation des adultes

Mais la seule éducation des enfants ne suffit pas. Deux autres projets sont mis en place : une histoire orale et une production de films. La tradition orale est essentielle, aussi bien dans la culture israélienne que palestinienne. Cette tradition, souvent familiale, s'est transmise de génération en génération.

Concernant l'éducation des adultes et l'histoire de l'Autre, le projet de Prime s'attaque à un sujet délicat. Un film de 45 minutes a été réalisé et relate le parcours de deux familles israéliennes et de deux familles palestiniennes à travers trois générations. Il traite de la question des réfugiés sous un angle humain, et non politique. Le dénominateur commun des familles qui partagent leur témoignage est le lieu. Certains y ont vécu et d'autres y vivent aujourd'hui. Et ces familles se parlent indirectement. Pour parachever cette démarche, Prime a conçu le projet Vérité, Justice et Réconciliation (*alta'sola'h - hitpeisut*). Pour l'heure, ce projet est en cours de mise en place. Dan Bar-On et Sami Adwan, les co-directeurs juif et palestinien de l'institut, insistent pour que soient employés les termes arabe et hébreu, qu'ils jugent moins emprunts d'une connotation religieuse que le mot réconciliation. Trente entretiens sont conduits auprès d'un panel très éclectique, représentatif des deux sociétés. L'objectif est de créer une chance de réconciliation et de prévenir l'esprit de revanche après qu'une solution politique a été conclue. On peut parvenir à une solution politique, mais il faut aussi se soucier de construire une relation d'amitié pour ne plus entrer de nouveau dans un conflit ouvert.

Le but sera d'évoluer de la réconciliation de l'échelle micro à l'échelle macro. Le projet vise à constituer une base de données qui permettra de comprendre les attentes des deux peuples vers cette étape. Les personnes interrogées répondent à dix questions concernant leur définition de la réconciliation, les moyens de l'atteindre, les défis, les possibilités, les facteurs de facilitation. Le projet a d'ores et déjà commencé du côté israélien, mais la situation côté palestinien, et plus particulièrement à Gaza, n'offre pas encore l'opportunité de le mettre en œuvre. Plusieurs reports d'interviews ont déjà eu lieu. Un groupe de psychologues, de sociologues, de pédagogues, de juristes et d'historiens de chaque communauté est chargé de concevoir un modèle de réconciliation à partir des données recueillies.

Ce pôle d'experts n'interviendra qu'en deuxième phase du projet, afin que le programme ne tienne pas son origine d'une élite mais soit développé à partir des réels besoins du peuple. La philosophie de Prime se reflète dans sa méthodologie : du bas de la pyramide vers le haut, et non l'inverse pour assurer la durabilité des décisions qui doivent rencontrer les attentes des peuples plutôt que celle des politiciens. Aussi après le rapport analytique, il est confié au groupe d'experts et soumis parallèlement à des politiques israéliens et palestiniens afin de constituer des éléments de négociation, ainsi qu'aux participants d'une conférence internationale composée d'Américains, d'Israéliens et de Palestiniens.

Le dilemme auquel Prime est confronté est de déterminer si le projet doit débiter avant ou après qu'un accord politique a été trouvé. La phase pilote sera menée de façon interne au sein de chaque société, puis menée entre participants israéliens et palestiniens. Cette phase test pourrait, par exemple, inclure un soldat ayant tué un palestinien et la famille de ce dernier ou un palestinien ayant tué un israélien et la famille de ce dernier. Le co-directeur palestinien, Sami Adwan, est convaincu que l'on ne peut attendre que le moment opportun se présente, car il se peut qu'il n'arrive jamais. Il interroge : « Attendre ou agir ? », mais il précise que le véritable paramètre pour changer les attitudes et les valeurs reste la réalité sur le terrain.

Travailler avec les écoles religieuses

Yesodot-Religion et Démocratie s'est fixé pour but de travailler avec les écoles religieuses juives et musulmanes en Israël pour les mener vers une acceptation des valeurs démocratiques et de la coexistence pacifique. Créée à la suite de l'assassinat du Premier ministre Itzhak Rabin par un fanatique juif religieux, cette organisation travaille aujourd'hui avec plus de la moitié des écoles juives nationales religieuses du pays. À la suite de la seconde Intifada, elle s'est ouverte aux écoles arabes israéliennes sur la base de l'expérience en milieu juif, avec comme objectif « l'éducation à un engagement religieux sans compromis, doublé d'une acceptation de l'autre dans son altérité ». Géré par des rabbins et des cheikhs musulmans, le programme voit dans la religion une force de réconciliation.

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

S'opposant à l'idée que « si seulement les gens pouvaient se démettre de leurs identités particulières et de leurs appartenances religieuses et ethniques, les conflits s'éteindraient d'eux-mêmes », les initiateurs du projet prônent que l'élève qui a développé une identité claire et sûre d'elle-même se sent moins menacé par l'autre et, en conséquence, peut accepter de partager un espace commun avec lui. Le principe directeur ici est donc que pour être authentique, le dialogue doit tourner le dos à une rhétorique d'apaisement sans principe. Le groupe de travail interreligieux et interethnique, fonctionnant comme un microcosme de la société globale, sert de laboratoire pour construire ce type d'identité et pour penser ensemble des curriculums d'éducation à la tolérance. Le processus choisi ici consiste à travailler d'abord avec les directeurs d'écoles, lesquels, une fois convaincus, invitent leurs professeurs à participer à ce type de rencontres et à développer des programmes d'éducation à la tolérance sur la base d'une identité forte et sûre d'elle-même pour les élèves de leur propre école.

Pour porter son projet, Yesodot favorise une relation interpersonnelle extrêmement chaleureuse et empathique, doublée d'une disputation théorique sans compromis. La première étape



Fatria, Yossi et Gidi :
des paroles en hébreu sur une musique arabe

consiste à établir la confiance et la sensation de partager un même projet pour pouvoir ensuite, au nom de cette amitié, opposer les arguments les plus difficiles et aborder les sujets les plus controversés. Ce processus nécessite un travail suivi qui doit s'étendre dans le temps et permettre la maturation d'un projet de groupe. Pour ce faire, Yesodot travaille en premier lieu sur la cohésion du groupe en créant une dynamique qui permet aux participants de dévoiler progressivement et de plus en plus intimement leurs sentiments de colère, de haine, de souffrance et de ressentiment envers l'autre communauté, et par ailleurs d'exprimer leurs attentes et leurs espoirs dans le

groupe de travail. Alors, à partir des priorités de chaque participant, chacun des deux groupes ethniques établit la liste de ses objectifs et son ordre du jour spécifique. C'est ainsi que, sur la base des deux ordres du jour différents, un comité constitué de représentants de chacun des sous-groupes établit l'ordre du jour commun qui sera celui du groupe de travail. Cette activité faite en commun constitue un premier exercice de collaboration et de définition d'un projet de « vivre ensemble ». Le programme établi par les deux co-animateurs est constitué d'activités qui feront évoluer les participants vers l'objectif qu'ils se sont eux-mêmes fixé.

À la fin de chaque étape majeure, il importe de vérifier l'avancement du projet dans la direction recherchée et d'ajuster le programme en conséquence. À la fin du programme, les participants initialisent dans leurs écoles respectives des programmes éducatifs interreligieux ou intrareligieux pour la tolérance. À présent, outre les multiples programmes d'éducation à la tolérance et à la coexistence qui se perpétuent dans les diverses écoles, des groupes de travail différents commencent à voir le jour. C'est le cas de ce groupe de futurs rabbins et de futurs imams qui étudient ensemble leurs textes respectifs pour contrecarrer les préjugés dévalorisants, ou encore d'un groupe d'imams constitué d'anciens du programme qui a établi un centre de formation à la tolérance religieuse dans une mosquée de Nazareth. Il s'y presse chaque semaine des centaines de personnes : des groupes de directeurs d'écoles religieuses, de professeurs, voire de simples croyants, qui reprennent la même méthodologie, sont lancés par diverses organisations.

Sept lycées français impliqués

En avril 2005, une soixantaine de professeurs israéliens, palestiniens et français se sont réunis à l'invitation du groupe Éducation à la Paix. Youval Teller, le coordinateur de ce groupe affirme : « Nous devons déployer tous nos efforts créatifs, toutes les forces de notre imagination, pour concevoir et asseoir les contenus concrets et les méthodologies d'une pédagogie de la paix. » Autrement dit, nous ne sommes pas là seulement pour discuter, mais aussi - et surtout - pour construire.

Pendant l'année scolaire 2003-2004, en réponse aux tensions que le conflit du Proche-Orient suscite dans les collèges et les lycées français, des professeurs du lycée Charlemagne, à Paris, ont établi un partenariat entre les élèves de leur établissement et des lycéens israéliens et palestiniens. Cette démarche a pour objectif : de présenter aux élèves français une approche plus nuancée du conflit israélo-palestinien ; de leur proposer une « éducation à la paix » qui dépasse les enjeux communautaires ; de permettre aux lycéens français, palestiniens et israéliens de dialoguer, de se connaître et, par là même, de se reconnaître ; encourager et faciliter le dialogue entre enseignants et lycéens israéliens et palestiniens.

Ce sont aujourd'hui sept partenariats de ce type qui ont été mis en place. Ils regroupent quelque vingt établissements israéliens (juifs et arabes) et palestiniens autour de sept lycées français (les lycées Charlemagne, Victor Duruy, Jules Ferry, Edgar Quinet, Maurice Ravel à Paris, le lycée professionnel de Trélazé et le lycée Jean Renoir à Bondy).

Autres initiatives françaises

La France est le pays où, dans les années 1970 déjà, alors que personne ou presque ne parlait de dialogue interreligieux, René-Samuel Sirat, le grand rabbin de France de l'époque, allait tous les vendredis rencontrer le recteur de la Mosquée de Paris, Dalil Boubaker, avec lequel il entretenait des relations d'amitié. Le grand rabbin René-Samuel Sirat est en lui-même un paragon : homme de tous les combats pour la paix au Proche-Orient, il est aussi celui qui a travaillé au développement, depuis Paris, des relations amicales entre dirigeants religieux juifs, chrétiens et musulmans français et européens.

L'Amitié judéo-musulmane de France est née au cœur de l'Intifada, au moment où le nombre d'actes antisémites en France connaissait un accroissement inquiétant. Jamais connue depuis les années 1939-1945, une telle situation incitait à développer une autre réponse, parallèlement à l'action répressive de l'État. Impulsée par Roger Cukierman et Moïse Cohen respectivement présidents du CRIF et du Consistoire Paris, cette impulsion rencontrait en retour l'accueil favorable du Dr Dalil Boubaker, recteur de la Grande Mosquée de Paris. Grâce à ces figures clairvoyantes, le dialogue entre Juifs et musulmans a pu être amorcé tant entre les nombreux individus qui l'attendaient que sur le plan institutionnel. Le CRIF, le Consistoire de Paris et la Grande Mosquée de Paris, devenues les institutions fondatrices de l'association, donnaient alors au mouvement une dynamique nouvelle.

Lors de sa naissance, l'A.J.-M.F., co-présidée par Djelloul Seddiki et Michel Serfaty s'est dotée de statuts fondés sur des principes adoptés antérieurement par d'autres associations en quête de paix et d'amitié. Sa principale vocation se trouve définie par le titre 1 comme suit :

Les principes de l' A.J.-M.F., sa base et ses buts sont les suivants :

Article 2

§ 2.1. - L'A.J.-M.F. a pour tâche essentielle de faire en sorte qu'entre judaïsme et islam, la connaissance, la compréhension, le respect et l'amitié se substituent aux malentendus historiques de leurs sociétés et à leurs préjugés mutuels.

§ 2.2. - Par un dialogue fraternel et par une coopération active et amicale, l'A.J.-M.F. veut s'employer à combattre et à réparer les injustices dont Juifs et musulmans, le judaïsme et l'islam, ont été victimes dans le passé ou le seraient dans l'avenir. Pour en éviter le retour, l'A.J.-M.F. veut travailler à dénoncer et à combattre le racisme sous toutes ses formes, en particulier celui exercé contre les Juifs, l'antisémitisme, et celui exercé contre les musulmans, l'islamophobie, dans toutes leurs manifestations.

§ 2.3. - L'A.J.-M.F. exclut de son activité toute tendance au syncrétisme et toute espèce de prosélytisme. Elle ne vise aucunement à une fusion des religions et des cultes. Elle ne réclame de personne aucune abdication ni renoncement à ses croyances ; elle n'exige ni n'exclut aucune appartenance religieuse ou idéologie. Mais elle attend de chacun, dans la conscience de ce qui distingue et de ce qui unit Juifs et musulmans, une entière et bonne volonté, une totale loyauté d'esprit dans la recherche, en même temps qu'un rigoureux effort de vérité.

Depuis lors, les relations entre Juifs et musulmans n'ont cessé d'évoluer favorablement. Après trois années d'action, les trois « Tours de France du bus de l'Amitié », les journées colloques et autres initiatives de travail sur le terrain, la naissance d'un nombre croissant d'antennes de l'association, l'A.J.-M.F., fer de lance du mouvement de rapprochement des deux communautés, s'inscrit désormais dans la perspective de projets à moyen terme.

D'ores et déjà, les deux sensibilités se penchent conjointement sur différents aspects de la vie religieuse communs aux deux communautés, tels que la gestion des bâtiments, l'abattage rituel, l'organisation de la *cacheroute* et de l'alimentation *hallal*, les carrés juifs et musulmans dans les cimetières communaux, les écoles confessionnelles, divers rites religieux, la concertation entre imams et rabbins, etc. De plus, un travail à la fois « convivial, franc et fructueux » est entrepris dans les banlieues et les échanges permanents entre responsables des deux bords poussent à rechercher des messages d'amitié à faire passer autour d'eux et à promouvoir de nouvelles actions à réaliser ensemble. Pour les trois années à venir, l'A.J.-M.F. co-présidée par Djelloul Seddiki et Michel Serfaty a arrêté les axes de travail suivants :

- Organiser les « Tours d'Europe du bus de l'Amitié » et les « Tours d'Île de France » ;
- Multiplier les rencontres de responsables juifs et musulmans - colloques, etc. - à travers la France ;
- Préparer la création d'un Centre de documentation et d'information sur l'islam et le judaïsme ;
- Elaborer des outils pédagogiques et des séminaires de formation des cadres associatifs et des enseignants pour lutter contre les préjugés et les stéréotypes racistes, antimusulmans et antisémites.

La Fondation pour la mémoire de la Shoah soutient différentes initiatives originales de rapprochement entre jeunes Juifs et jeunes musulmans. Elle a notamment financé l'an dernier le voyage au Maroc d'une classe de Terminale du lycée professionnel Moulin Fondu de Noisy-le-Sec, pour rencontrer les jeunes Juifs et musulmans du lycée Maïmonide de Casablanca. Cette initiative souhaitait faire avancer le respect mutuel entre adolescents de différentes confessions en s'inspirant du précédent historique « de la symbiose judéo-musulmane au Maroc ». Enchantée par le succès de l'expérience, le même professeur responsable, Essabaa Samia, a élargi son projet et, à la demande du lycée marocain, a emmené en mars 2007 trois classes de Terminale - celle du lycée technique de Noisy-le-Sec, celle de Casablanca et une classe de l'école juive AIU de Pavillons-sous-Bois - dans une formation sur la Shoah qui comprend notamment une visite commune au camp de la mort d'Auschwitz-Birkenau. Le but, précise-t-elle, « est de provoquer une transformation individuelle, personnelle et profonde. La finalité sera un engagement de leur part pour devenir à leur tour des passeurs d'Histoire et de mémoire, au Maroc et en France ».

En France, où se côtoient - parfois sans vraiment se rencontrer - la plus grande communauté juive et la plus grande communauté musulmane d'Europe, les difficultés d'intégration sociale que rencontrent les immigrants maghrébins et l'importation malheureuse du conflit israélo-palestinien en France nourrissent des tensions intercommunautaires conséquentes. Ces difficultés ont fait naître un certain nombre d'initiatives originales, courageuses et porteuses d'espoir qui - loin toutefois d'être suffisantes au vu de la généralisation des préjugés racistes observés par les sondages nationaux - pourraient certainement servir d'exemple d'inspiration tant en France qu'au Proche-Orient.

Notons par exemple que la récente quinzaine du Maroc organisée par le Centre Rambam et le Centre communautaire de Paris - avec ses merveilleux rappels de la mémoire juive marocaine, avec ses concerts de musique andalouse accompagnant des chanteurs israéliens et marocains - a rappelé que Juifs et musulmans du Maroc fraternisaient avec sincérité et partageaient de grandes sensibilités communes, porteuses d'espoir. Ajoutons qu'une tendance se dessine parce que les Juifs de France se montrent solidaires de la communauté musulmane pour lutter contre les discriminations et le racisme dont sont victimes les arabo-musulmans de France. Il est certainement souhaitable d'étendre ces initiatives d'échanges entre les lycées français, israéliens et marocains aux lycéens palestiniens. Cela leur permettra d'une part de côtoyer des lycéens européens juifs et non-juifs dans une relation directe et immédiate, et d'autre part d'améliorer l'image publique de la jeunesse palestinienne en France.

5. ART

L'art a toujours été une plate-forme de rencontres, un espace en dehors des frontières géographiques, idéologiques ou culturelles, pour le rapprochement judéo-arabe. L'art peut paraître drapé d'une enveloppe spacieuse lorsque l'on attend des avancées concrètes, que la guerre tonne et que les morts tombent. Mais il reste un domaine d'expression libre, un exutoire non violent, un espace de rapprochement dans lequel s'invite même le plaisir. Il est un vecteur primordial d'échange culturel et donc de compréhension. La variété de ces canaux d'expression a permis et permet de partager un sentiment ou une vision d'harmonie ou de déchirement. Certaines œuvres ont provoqué de grandes controverses, comme le film *Munich* de Steven Spielberg, véritablement la première grande production à traiter de certaines facettes du conflit et à s'interroger sur les synergies qui l'entretiennent. On retrouve un dilemme, deux approches qui se présentent : la confrontation et le consensus. Ainsi les différentes initiatives artistiques reflètent-elles un désir d'harmonie ou simplement un désir d'expression.

Le projet Face2Face consiste à faire des portraits de Palestiniens et d'Israéliens faisant le même métier et à les coller face à face, dans des formats géants, à des endroits inévitables, du côté israélien et palestinien. Ce sont deux Français d'origine maghrébine qui, en février 2007, ont mené à bien ce projet artistique peu banal. « Nous avons traversé les villes palestiniennes et israéliennes et sommes arrivés à la même conclusion : ces gens se ressemblent, ils parlent presque la même langue, comme des frères jumeaux élevés dans des familles différentes. Une religieuse qui couvre ses cheveux d'un foulard ou d'un voile a une sœur jumelle de l'autre côté. Un fermier, un chauffeur de taxi, un professeur ont leur frère jumeau en face. Et ils mènent sans fin un combat contre eux. C'est évident, mais ils ne le voient pas. Nous devons les mettre face à face. » C'est ainsi que JR (qui se définit comme « photographe clandestin » et qui a notamment couvert d'une manière toute originale les émeutes de novembre 2005 dans les banlieues) et Marco, ingénieur originaire de Tunisie, se lancent dans la caricature géante (sept mètres de hauteur) de Juifs et d'Arabes qu'ils vont coller dans les endroits les plus insolites des deux côtés de la « barrière de séparation », voire sur la « barrière de séparation » elle-même, devant des populations le plus souvent ébahies.

« Nous voulons qu'enfin, chacun rie et réfléchisse en voyant le portrait de l'autre et son propre portrait », ajoutent-ils. Offrir une Réconciliation présente le travail des 130 artistes israéliens et palestiniens qui ont pris part à ce projet et dont l'initiative revient au Forum des Familles Endeuillées pour la Paix, la Réconciliation et la Tolérance. Chaque artiste s'est vu attribuer un bol de céramique identique à partir duquel il devait créer son œuvre. « Le bol est lié à un acte fondamental, celui de nourrir ou de donner », dit Dafna Zmora, l'une des organisatrices de l'exposition. « Chacun a appliqué la consigne dans un sens qui lui est propre, avec sa propre interprétation de la réconciliation et des éléments qui en découlent : coexistence, douleur, sentiment de perte, fracture ou unité », observe Orna Tamir Shastovitz, directrice du projet. Certains artistes ont brisé leur bol et ont créé une œuvre à partir des débris. D'autres ont conçu des sculptures avec le bol pour base ou utilisé le bol en tant que support de peinture. Quelle que soit la stratégie choisie, « chaque artiste a présenté un bol de réconciliation, un bol de paix et d'espoir, et non d'animosité ». Aliza Olmert, épouse du Premier ministre israélien, a apporté sa contribution. Son bol est peint en noir, avec les mots en hébreu : « Les Juifs ne chassent pas les Arabes qui ne chassent pas les Juifs qui ne chassent pas les Arabes... » écrits en boucle.

Jamal Kamel, l'un des artistes palestiniens, a représenté un homme palestinien en train de ciseler le mot « Paix » en trois langues sur une grosse pierre. La pierre symbolise la Palestine : « Le message est très clair. L'homme écrit la paix sur la pierre, quelque chose de solide que personne ne peut bouger, aucune force ni aucun État », dit l'artiste venu de Bethléem. Kamel est l'un des nombreux artistes palestiniens qui n'ont pu être présents lors du vernissage. Il n'a pas obtenu l'autorisation d'entrer en Israël. Selon Aziz Abou Sarah, l'un des dirigeants du Forum des Familles Endeuillées, seuls vingt artistes palestiniens ont pu assister à l'inauguration. Les organisateurs ont prévu pour l'exposition des tournées en Israël et en Palestine, puis à l'étranger. L'idée d'origine était de vendre les œuvres aux enchères et de donner les fonds ainsi récoltés aux ateliers de réconciliation pour les écoles israéliennes et palestiniennes. Cependant, James Wolfensohn, ancien émissaire particulier du Quartet au Proche-Orient, a fait un don au Forum, ce qui lui a permis de conserver l'ensemble des œuvres.

Les coproductions israélo-palestiniennes et judéo-arabes en matière de théâtre, de cinéma, de musique, de chanson et de spectacles d'humour se multiplient. Le film *Just Vision*, une coproduction israélo-palestinienne, raconte les péripéties et les motivations de six Israéliens et Palestiniens, chacune et chacun ayant eu à souffrir dans sa chair les affres de la violence et du terrorisme, qui cherchent à participer à la fin du conflit de manière non violente. Le film palestinien *Paradise Now*, qui montre les interrogations existentielles et idéologiques des kamikazes palestiniens, a connu un succès international qui l'a porté jusqu'à la nomination pour l'Oscar du meilleur film étranger. Le film apporte un éclairage sur la détresse des Palestiniens qui se jettent dans la violence suicidaire. Dans son film *Check Point*, le réalisateur d'origine israélienne Amos Gitai contribue pour sa part à mettre en évidence un quotidien inhumain partagée par les deux héroïnes, l'une israélienne et l'autre palestinienne. Difficile de ne pas être troublé en voyant le début du film d'Ari Sandel, *West Bank Story*.

→ DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

La comédie musicale, remake proche-oriental de la fameuse comédie hollywoodienne, se déroule en Cisjordanie, autour de deux fast-foods spécialisés dans le falafel et le houmous : Koshers King, tenu par des juifs de Cisjordanie, et Houmous Hut, tenu par des Palestiniens. Fatima, la jolie caissière, et David, le gentil soldat, tombent amoureux malgré la rivalité entre leurs familles. Mais l'histoire d'amour, scandée de sérénades et de regards voilés, mène à la destruction des deux restaurants. À la fin du film, les deux familles sont obligées de travailler ensemble pour satisfaire l'appétit de houmous des habitants. « Je me suis toujours intéressé à la politique, et principalement au conflit du Proche-Orient, dit Ari Sandel, réalisateur et co-scénariste, actif dans plusieurs organisations pacifiques, et dont le père est israélien. J'ai vu plus de cent documentaires sur le conflit, et j'ai trouvé que, pour la plupart, ils étaient soit proisraéliens, soit propalestiniens. Ils regorgent d'informations passionnantes, mais presque tous sont déprimants et dénués de tout espoir. J'ai voulu faire un film qui donne au spectateur le sentiment que l'espoir existe, parce que je crois vraiment que la paix est possible, qu'elle peut arriver. » *West Bank Story* a obtenu l'Oscar 2007 du court métrage.

Le West-Eastern Divan Orchestra, un jeune orchestre arabo-israélien fondé en 1999 par le chef d'orchestre israélien Daniel Barenboïm et par l'intellectuel palestinien Edward Saïd (décédé en 2003), s'est produit pour la première fois au Proche-Orient en août 2005, à Ramallah, en Cisjordanie. L'objectif de cette initiative est d'aider les deux peuples, à travers le langage universel de la musique, à dépasser leurs situations conflictuelles et à se percevoir autrement que comme des ennemis. Pour son chef et fondateur, l'objectif sera atteint lorsque l'orchestre pourra se produire dans tous les pays dont les jeunes musiciens sont issus notamment en Israël, en Égypte, au Liban, en Syrie et en Jordanie.

La pièce de théâtre *Points de vue*, une performance interactive du Centre Peres pour la Paix, a été représentée devant quelque 8 500 étudiants juifs et arabes dans divers collèges en Israël. La troupe qui l'interprète mélange les comédiens israéliens et palestiniens. Tout comme la troupe de la pièce *Débuts*, jouée dans une douzaine de jardins d'enfants en moins de six mois et devant plus de 1 000 enfants arabes et juifs. Priorité a été donnée aux représentations ce spectacle dans des villes périphériques avec peu d'opportunités d'activités culturelles. Un guide d'instructions en hébreu et en arabe a été développé pour permettre aux professeurs de poursuivre des activités d'éducation à la paix après le spectacle.

Le DJ israélien Srulik Einhorn (Tel-Aviv) et le DJ palestinien Khalil Kamal (Ramallah) se sont déjà produits ensemble par le passé aux côtés du DJ jordanien Kalis, au club Ha'Oman 17 à Jérusalem, malgré les tentatives initiales du ministère de l'Intérieur d'interdire l'entrée de Kalis en Israël. Le 21 décembre 2006, Einhorn et Kamal ont exercé leurs talents à Londres pour la soirée Pont de Paix. Kalis a refusé l'invitation à participer à la soirée pour la raison qu'elle était co-organisée par l'Organisation Sioniste Mondiale. Selon les deux compagnons, leur coopération n'a pas un impact significatif sur les perspectives de paix au Proche-Orient, mais ils prennent plaisir à jouer ensemble et pensent que cela permet à la foule présente de voir qu'une forme de coopération et de coexistence entre Israéliens et Palestiniens reste possible.

Le Musée sur la Frontière est un lieu unique de coexistence en Israël. Unique par sa localisation, au cœur de tous les conflits de la ville sainte de Jérusalem : il est situé à la lisière du quartier ultraorthodoxe de Méa-Chéarim et d'un quartier laïc, entre la vieille ville et la nouvelle, entre l'Est et l'Ouest, entre les privilégiés et les défavorisés, entre Arabes et Juifs. La façade du bâtiment porte encore des impacts de balles et témoigne du prix d'un conflit violent. L'exposition itinérante « Coexistence » a été créée par le Musée sur la Frontière en réponse au cycle de violence dans la région. Le voyage de « Coexistence » a débuté à Jérusalem en mai 2001 avec le soutien des mécènes du musée, la famille von Holtzbrinck en Allemagne. L'exposition a été disposée sur les murs de la Vieille Ville de Jérusalem, reliant les portes des quartiers chrétien, musulman, arménien et juif. Elle a été inaugurée par le maire. L'exposition itinérante est partie de Jérusalem pour entreprendre dans un premier temps un périple à travers l'Europe, continent qui fait face à une multitude de sujets complexes liés à une immigration massive et des communautés extrêmement hétérogènes.

« Je veux croire que cette exposition servira de catalyse à une pensée positive, dit Raphie Etgar, directeur et conservateur du musée. Nous ne sommes pas meilleurs, nous sommes différents l'un de l'autre. Nous ne pouvons continuer à éduquer les générations futures sur un malentendu qui repose sur la différence. Nous ne savons jamais combien l'art participe à l'opinion publique et comment il influence la pensée individuelle. Cette exposition veut éclairer, d'une manière créative, l'art de vivre ensemble. Ici, nous voyons l'art comme un langage sans frontière. C'est en cela qu'il est universel et parle à tout âge, religion et nationalité. » Les professeurs ont développé pour leurs étudiants des programmes spéciaux qui s'appuient sur la visite de l'exposition. L'excursion à l'exposition offre une formidable opportunité de discussion sur la coexistence. Les étudiants créent leur propre affiche et leur propre exposition à l'école. Le musée a produit une petite version d'intérieur de l'exposition, de 100 x 70 cm, accompagnée d'un programme d'éducation qui peut être commandé et utilisé dans les écoles autour de la ville qui accueille la grande exposition. Cette version spéciale pour créer des ateliers est largement utilisée dans les écoles israéliennes en coopération avec le Centre Peres et le soutien de l'Union européenne. Le musée a été à l'origine de l'exposition « Impasse », qu'il a abritée jusqu'en août 2006 : elle présente une réalité difficile qui a installé la violence dans notre langage quotidien. Un langage qui menace l'existence de notre société humaine. L'exposition soulève des questions difficiles au vu de la variété d'expressions de la violence et appelle le visiteur à examiner son propre parcours et à ne pas regarder passivement ce qui se déroule.

Notons pour finir l'apport littéraire original d'un chercheur américain, qui a consacré quatre ans de recherche et visité onze pays à la production d'une étude historique d'importance. Le Dr Robert Satlof, directeur du prestigieux Washington Institute for Near East Policy, s'est penché sur les Arabes qui, pendant l'occupation allemande en Afrique du Nord, ont protégé des Juifs.

Sans nier la collaboration active de certains Arabes à la barbarie nazie et l'indifférence de la majorité, il rapporte l'histoire de ceux qui abritaient des Juifs chez eux, gardaient les objets de valeur que les Allemands leur auraient confisqués, partageaient avec des Juifs leurs maigres repas, et avertissaient les chefs juifs des descentes de SS en préparation. Ainsi, le sultan du Maroc et le bey de Tunis fournirent un appui moral et une aide concrète à leurs sujets juifs, comme le décrit le livre de Robert Assaraf, *Mohamed V et les Juifs*. À l'époque de Vichy, les sermons du vendredi dans les mosquées d'Alger interdisaient aux croyants de recevoir en dépôt les biens juifs confisqués. Et il y a des preuves solides que l'Arabe le plus influent d'Europe, Si Kaddour Benghabrit, recteur de la Grande Mosquée de Paris, a sauvé pas moins d'une centaine de Juifs en leur faisant donner par le personnel administratif de la Mosquée des certificats d'identité musulmane, qui leur permirent d'échapper à l'arrestation et à la déportation. À la suite de la publication de son récent ouvrage *Parmi les Justes : histoires perdues de l'Holocauste dans les pays arabes*, l'institut Yad Vashem envisage notamment de décorer de la médaille des Justes parmi les Nations le musulman tunisien Khaled Abd al-Wahab, pour avoir sauvé Anny Boukris et vingt-quatre membres de sa famille en les cachant dans sa ferme jusqu'à la fin de l'occupation allemande. Dans sa lettre au chercheur, Anny Boukris, qui avait alors 11 ans, explique qu'Abd al-Wahab avait notamment risqué sa vie en empêchant un officier allemand de violer sa mère. Un ouvrage d'un tel courage - disponible uniquement en anglais pour l'instant - mérite certainement d'être traduit au plus tôt dans les autres langues européennes et en arabe dans des éditions de poche. Dans le souffle du film de semi-fiction *La Liste de Schindler*, de Steven Spielberg, qui a permis de sensibiliser la jeunesse occidentale au drame de la Shoah, une grande production cinématographique centrée autour d'un de ces héros musulmans pourrait permettre d'ouvrir, dans le monde arabe, un débat constructif sur ce sujet sensible.

CONCLUSION

Il est entendu que chaque domaine mentionné aurait pu faire l'objet d'une étude à part entière, et ce rapport paraît bien compendieux face à l'étendue et à la complexité du sujet. Mais par ce bref aperçu général, nous avons voulu montrer que des voies existent, que des personnes portent des projets, avec des résultats limités mais tangibles à leur actif. De leur côté, les médias traditionnels, sensibles à la logique économique de l'audimat et à la concurrence des images violentes, nous entretiennent peu des milliers de personnes de bonne volonté qui, au jour le jour, essaient de construire, loin des caméras, un monde plus humain dans cette région déchirée.

Néanmoins, en constatant l'offre pléthorique des initiatives de paix, de rapprochement, de coexistence, on est en droit de s'interroger sur la portée des résultats. La violence semble paroxystique à travers le terrorisme et la guerre qui lui répond, et la menace aussi oppressante qu'omniprésente. Alors pourquoi tous ces efforts conjugués n'aboutissent-ils pas ?

Tout d'abord, il faut bien se dire qu'un acte violent retiendra toujours plus d'attention que mille actions non violentes. Son influence sera proportionnelle à son côté spectaculaire ou ignominieux et les scissions de la guerre seront toujours plus tonitruantes que les odes à la paix. Ces événements destructeurs ont un réel impact sur les gens engagés dans le rapprochement, ils ferment les horizons, ravivent les peurs et réintroduisent les suspensions. C'est une véritable entrave et les avancées réalisées jusqu'alors au mieux stagnent et, bien souvent, régressent. Comme dans le traitement des enfants abusés et des grands traumatisés, changer les perspectives, les attitudes et les comportements est un travail de longue haleine ; déraciner les préjugés et établir la confiance exige des années de travail et le moindre accroc remet en cause partiellement les avancées passées. C'est à partir d'une telle métaphore sur le conflit qui les déchirent que, confrontés à cette question, un grand nombre des protagonistes évoqués dans cette étude sont extrêmement clairs : ils croient fermement que s'ils n'étaient pas là, la spirale démente aurait mené à un désastre plus grand encore. Mais le rapprochement est aussi une manière de préparer le lendemain qui finira bien par venir, quand la violence finira par fatiguer les uns et les autres. Comme l'exprime le proverbe arabe : « La guerre apparaît à distance comme une belle et séduisante jeune fille, mais quand elle s'approche et qu'elle montre son vrai visage, elle se dévoile comme une vieille dame laide et ridée. » Ainsi, lorsque le politique est prisonnier du présent et des réactions, le rapprochement se dessine, par défaut, en coulisse pour préparer un futur différent. Il est grand temps qu'il passe sur le devant de la scène et ouvre des horizons nouveaux. C'est un cap à maintenir, comme le soulignait Itzhak Rabin lorsqu'il déclarait qu'il ne laisserait pas les extrémistes lui dicter son agenda.

Nous avons pu observer l'interconnexion des cinq domaines étudiés. Cet effet de dominos, parfois à ordre variable, entretient le cercle vicieux. L'humanitaire tente de pallier les conséquences de l'économique et du politique, le dialogue interreligieux s'emploie à renouer ce que le politique a rompu, la société civile s'emploie à remplir la vacuité politique, l'éducation s'efforce à influencer une nouvelle société civile et de nouveaux dirigeants religieux et ainsi de suite. La farandole s'engage ainsi dans différentes déclinaisons. Les chaînes de dialogue ne doivent jamais être rompues, quelle que soit la situation sécuritaire ou politique, et l'on a vu ici qu'elles ont perduré malgré les nombreux obstacles. Le dialogue n'est pas une voie thaumaturge. C'est une étape nécessaire, mais non suffisante. Processus d'empathie indispensable pour que le partenaire ressente que sa souffrance, son parcours, son identité et ses aspirations sont pris en compte, aussi bien que pour ne pas rester enfermé soi-même dans ses certitudes absolues. Les rencontres ne sauraient remplacer le politique, mais sans ces multiples liens interpersonnels, le politique ne pourra suffire à établir une solution stable et durable. Certaines règles se sont souvent dégagées des initiatives recensées :

- déterminer très clairement des objectifs communs ;
- travailler au sein de sa propre société afin d'analyser les peurs et les ignorances et y répondre. Savoir qu'un partenaire idoine existe au sein de l'autre communauté et développer avec lui une relation de confiance, ou en tout cas de participation commune aux efforts de bon voisinage ;

→ **DES LUEURS D'ESPOIR A L'OMBRE DU CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN**

- accroître et sans cesse renforcer le pouvoir des modérés afin de combattre les extrémismes plutôt que concentrer uniquement ses efforts sur son éradication par la force ;
- pallier l'insuffisance criante des moyens financiers mis à la disposition des actions de rapprochement ;
- ne pas oublier que sans volonté politique qui permet d'inscrire ces actions dans un mouvement général aux effets durables, les efforts de rapprochement reviennent à combattre une hydre ;
- reconnaître que les réseaux d'assistance et de coordination sont des vecteurs importants de professionnalisation ;
- faire jouer aux tierces parties européennes et américaines leur rôle privilégié : elles donnent aux parties en présence la garantie que leurs besoins et leurs craintes sont pris en compte dans les solutions proposées.

Non seulement au Moyen-Orient, mais également en Occident, les pouvoirs publics nationaux et locaux pourraient jouer un rôle d'importance. En tant que tierce partie neutre et citoyenne, ils peuvent inviter les intellectuels des différentes communautés à penser ensemble l'avenir des relations entre Juifs et musulmans, à réfléchir aux moyens de s'entraider mutuellement et à concevoir des projets de rapprochement pour ces jeunes qui ne se fréquentent que peu et tendent à se haïr. Pour ce qui est des relations intercommunautaires en Europe, certaines indications peuvent être envisagées :

- les relations au niveau local et les convivialités de bon voisinage entre dirigeants communautaires sont facteurs de réconciliation. Elles peuvent être favorisées par les pouvoirs publics ;
- créer des forums d'intellectuels et de dirigeants religieux au niveau local, régional et national pour réfléchir à des nouvelles formes de coopération. Réfléchir ensemble à l'avenir des relations et aux scénarios possibles peut permettre de prévenir certaines dérives ou de les contenir ;
- publier et distribuer à faible prix des ouvrages de connaissance sur la religion des uns et des autres pour éviter de laisser aux extrémistes le monopole de l'information religieuse et la possibilité de définir, à leur avantage, ce qu'est la véritable orthodoxie. Dans ce cadre, favoriser en particulier les ouvrages, anciens et modernes, de penseurs religieux prônant une compréhension ouverte et non manichéenne de la religiosité ;
- favoriser la formation de responsables religieux dotés d'une compréhension historique du fait religieux et d'une compréhension critique de la modernité comme de leur propre religion.

Mais on se demande comment endiguer la violence dans une zone où l'érétisme semble toujours repousser son acmé, sans cesse pris dans les rets de la loi du Talion. Il faut tout uniment réhumaniser l'Autre, respecter sa dignité et son identité, parler ouvertement de ses peurs, accueillir ses traumatismes.

Mais la force de rapprochement est-elle conciliable avec la dynamique sécuritaire qui prévaut aujourd'hui ? La fermeté et la détermination nécessaires pour protéger les nations contre toutes les formes d'extrémisme laissent-elles véritablement une place au rapprochement ? Dans les dynamiques contraires de dresser des murs et de construire des ponts, il nous faut trouver l'architecture originale qui nous évitera de façonner un musée de destruction et d'aliénation et toujours rechercher une prévalence des droits de l'homme. La plupart des personnes engagées dans le rapprochement s'accordent à dire que, concernant le conflit israélo-palestinien, il s'agit avant tout d'un conflit politique qui ne peut avoir qu'une solution politique.

Rares sont les conflits où la solution juste et définitive est aussi clairement perçue que dans le conflit israélo-palestinien. Le blocage psychologique et culturel, mais aussi le manque de confiance entre les populations empêchent pour l'instant cette solution politique incontournable. Alors il faut multiplier les échanges. Surtout que, contrairement à leurs aînés, les jeunes de la génération Oslo ne connaissent pas leurs voisins.

Comme l'énonce clairement dans son premier rapport de novembre 2006 l'Alliance des Civilisations, groupe d'experts placé sous l'égide des Nations unies, le fameux clash n'est pas inéluctable. Un climat de peur mutuelle et de stéréotypes envenime le problème. La perception de « deux poids, deux mesures » dans l'application du droit international et de la protection des droits de l'Homme a accru l'aversion de l'autre modèle de société. Les personnes qui sentent qu'elles sont confrontées à une discrimination persistante, à une humiliation ou à une marginalisation réagissent en affichant leur identité de façon plus agressive. Le rythme des réformes dans les pays musulmans est aussi un facteur clef dans la lutte contre la montée des extrémismes.

Au-delà les pieuses paroles et les rhétoriques bien-pensantes, ce rapprochement est-il possible ? Oui, ce rapport l'a prouvé. Les fanatiques ne se trouvent pas que dans un camp. Les extrémismes existent dans toutes les sociétés. Ils ne peuvent être éradiqués mais ils peuvent être jugulés, notamment en renforçant le pouvoir des modérés. Les diverses initiatives que nous avons aperçues dans ce rapport y consacrent leur énergie et leurs ressources humaines et financières. Elles tentent de réduire l'écart entre les appels à la paix et les actions de paix. Elles luttent contre l'ignorance, la peur, l'injustice. Elles luttent pour les droits fondamentaux de l'Homme, pour un autre rapport à l'Autre. Entre l'angélisme et le cynisme, elles ont fait le choix d'une troisième voie. Elles ont concrétisé leur engagement, trop souvent sapé par les surenchères comminatoires, amplifiées par les médias, de dirigeants religieux ou politiques. Le rôle des médias est d'ailleurs bien souvent un facteur aggravant dans la perpétuation des conflits.

Pour évoquer le rapprochement judéo-musulman doit-on inlassablement se référer à l'Andalousie du XII^{ème} siècle ? Qui se souvient qu'une des icônes contemporaine de la chanson arabe, la chanteuse libanaise Fairuz, a emprunté son nom de scène à la chanteuse juive aleppine des années 1920 Fairuz El Kharabiye ?

Le rapprochement judéo-arabe a toujours eu des bases solides, fort d'une longue expérience commune. Une fois débarrassé de ses questions douloureuses et de ses oripeaux, ce rapprochement pourrait retrouver toute sa richesse. Mais celui-ci passe par l'alliance entre modérés musulmans et juifs contre le fondamentalisme qui sape la coexistence.

L'humanité a peut-être rendez-vous avec elle-même. Plus qu'une phrase grandiloquente, c'est une interrogation. Le directeur du Centre international Pierre Mendès France, Patrick Viveret, souligne que ce n'est peut-être pas la première fois que cette question nous est posée. Lorsque l'homme s'est retrouvé être l'espèce qui ne savait ni nager, ni voler et qui ne courait pas assez vite, il était « en proie » à un rendez-vous analogue. Il a alors développé d'autres capacités pour assurer sa survie et répondre à l'appel... Et nous de conclure par cet apophtegme de Raymond Williams : « Être véritablement radical, c'est rendre l'espoir possible plutôt que le désespoir convaincant. »

ANNEXE

Cheikh Talal Sedit, imam d'Hébron, ancien ministre des Affaires religieuses de l'Autorité palestinienne : *« Aujourd'hui, nous devons parler honnêtement de la réalité. La Terre sainte, ses hommes, ses enfants, ses vieux et ses jeunes, est souillée du sang de sa population. Tout le monde y souffre, Israéliens comme Palestiniens. Celui qui se réjouit de voir la femme ou l'enfant mourir n'est pas un religieux, ni un musulman, ni un Juif, ni un chrétien. Celui qui se réjouit de voir une femme ou un enfant se faire tuer dans un bus, dans une rue, dans un camp ou dans une école, celui-là est loin de connaître la grandeur de Dieu. »*

Proximité entre islam et judaïsme. Cheikh Ahmed Abaddi, directeur des Affaires islamiques du Maroc (au premier Congrès des imams et rabbins pour la paix, Bruxelles, 5 janvier 2005) : *« Le premier point, le plus évident, est que nous avons une histoire commune. Nous, êtres humains, vivons ensemble depuis des millénaires et nous, croyants juifs et musulmans, vivons ensemble depuis un long moment. Il est certain qu'une partie de cette histoire commune est amère, mais il ne faut pas oublier qu'une autre part, très importante, est douce et tendre. Il suffit de regarder ce qui s'est passé en Andalousie, au Maroc, en Égypte et dans bon nombre d'autres endroits de la planète. Aujourd'hui, nous devons à nouveau souligner les aspects les plus étincelants de cette relation afin de faire la preuve que cette coexistence est possible. Le deuxième point essentiel et notre croyance en un même Dieu, cet être unique qui a créé l'univers. Nous sommes tous croyants en une religion monothéiste et tous descendants d'Abraham. Notre ancêtre Abraham, que la paix de Dieu soit sur lui, a détruit les idoles sur terre et dans les esprits des individus. Cela nous inscrit, aussi bien Juifs que musulmans, dans une merveilleuse tradition qui consiste à purifier nos croyances, à les affiner, et nous devons, à chaque époque, essayer de les renouveler. Le troisième point commun, relatif au monothéisme, est la croyance à la prophétie. Nous croyons en la relation directe entre Dieu et ses créatures - les êtres humains - et à la révélation qui appartient à tous ; c'est une source divine d'inspiration et nous essayons de nous guider en la respectant. Le quatrième point est le culte, la prière. Nous prions, nous jeûnons, nous nous rendons en pèlerinage, nous croyons dans l'importance de la charité, et nous avons nos propres fêtes religieuses, que nous aimons particulièrement célébrer par la prière. Du point de vue du texte, de son interprétation et de la législation, on trouve dans la tradition juive la Mishna et la Guemara, la Mishna étant le texte central, la Guemara les explications données par les étudiants. Chez les musulmans, on trouve le Kitab, c'est-à-dire le Coran, et la Sunna qui nous rapporte les faits et gestes du prophète. Ces éléments sont similaires. Nous croyons les uns et les autres que nous ne sommes pas parfaits et que nous avons besoin de nous améliorer en travaillant ensemble sur des techniques explicatives de ces deux textes et de nos traditions. Le sixième point de notre similitude est la Kalam, qui consiste à nous demander comment croire, construire, développer ces cosmologies et cette science de la croyance. Quant à la mystique, elle nous parle de la connaissance et de la science du cœur, que nous devons apprendre à regarder. Tous ces éléments répondent au même souci de nous améliorer et de nous rapprocher du Créateur. »*

Grand rabbin Eliyahu Bakshi Doron, ancien Grand Rabbin d'Israël : *« À notre grand regret, certains souhaitent faire traîner le conflit entre les religions, entre le judaïsme et l'islam, et en faire un conflit plus important encore. L'Histoire nous apprend qu'il n'y a rien de plus sérieux, de plus dangereux qu'une guerre entre les religions. Les guerres et la haine ont apporté beaucoup de souffrances à l'humanité et n'ont réglé aucun conflit. La seule façon de procéder est le dialogue, la discussion. Comme l'ont voulu nos prophètes et les vôtres, recherchons la paix et nous finirons par la trouver. »*

Bernard Kanovitch, ancien président de la commission du CRIF chargé des Relations avec les musulmans : *« L'expérience conduite par le Crif depuis des années, à travers la commission de Relations avec les musulmans, d'une part, et, d'autre part, le dialogue avec les autorités catholiques et plus récemment, avec les protestants, doit être développée à travers une meilleure connaissance interpersonnelle des représentants des différents cultes. Nous espérons que ces échanges déboucheront sur un dialogue institutionnel, ce qui est le cas depuis quelques années. Il convient de comprendre ce que les autres pensent et d'affirmer nos positions de façon non équivoque. Le rôle du Crif sera ainsi de prolonger ce dialogue, en développant par exemple un enseignement de l'estime. C'est ainsi que le dialogue, tel qu'il est mis sur pied dans ce projet, pourrait aboutir à une situation harmonieuse du "vivre ensemble". »*

LES ÉTUDES DU CRIF

Imprimé en Mai 2008

ISSN : 1762-360 X

Directeur de la publication

Marc Knobel

Comité éditorial

Jean-Pierre Allali,
Roger Benarrosh,
Georges Bensoussan,
Yves Chevalier,
Alain Chouraqui,
Elisabeth Cohen-Tannoudji,
Roger Cukierman,
Patrick Desbois,
Simon Epstein,
Nelly Hansson,
Bernard Kanovitch,
Serge Klarsfeld,
Joël Kotek,
Dominique Laury,
Edith Lenczner,
Anne Lifshitz-Krams,
Éric Marty,
Haïm Musicant,
Richard Prasquier,
Georges-Élia Sarfati,
Richard Sebban,
Pierre-André Taguieff,
Jacques Tarnéro,
Yves Ternon,
Nicolas Weil,
Clément Weill-Raynal,
Michel Zaoui,
Joseph Zrihen.

Conception & Infographie

Pascal & Paul Silvéra

Correctrice

Pauline de Ayala

© Crédit photos

www.interfaith-encouter.org

www.yesodot.org.il/eng

www.jerusalempeacemakers.org

www.tali.org.il et www.sulha.com

Impression

RDS Publicité

*En partenariat avec le « Vidal Sassoon International Center for the Study of Antisemitism » de l'Université hébraïque de Jérusalem et avec le soutien de la **Fondation pour la Mémoire de la Shoah**.*

→ **L'OBSERVATOIRE DES MÉDIAS DU CRIF**

POUR TOUTE CORRESPONDANCE :

39 RUE BROCA 75005 PARIS

SITE WEB : WWW.CRIF.ORG • EMAIL : INFOCRIF@CRIF.ORG

Mai 2008

Prix : 10 €